

RAPPORT FINANCIER 2018

Carrefour 
banque et
assurance



Carrefour Banque et Assurance

Dates clés

04

Produits et Services

08

Activité

10

Gouvernance

11

Indicateurs Clés 2018

15

Comptes Sociaux

35

Comptes Consolidés

2018

Lancement du paiement
en 4 fois sur
Rueducommerce et
TopAchat

Lancement du paiement
mobile Carrefour Pay

2016

Lancement du paiement
mobile Apple Pay

2009

Lancement de la gamme de
Cartes PASS Mastercard

1997

Lancement
de l'Assurance-vie
Carrefour Horizons

1984

Lancement
des assurances

2017

Lancement du compte
courant C-zam

2012

Lancement du compte
sur livret et des
applications mobiles

2003

Lancement
des premières
cartes bancaires

1987

Lancement
du Prêt Personnel

1981

Création de la Société et
lancement des premières
Cartes PASS

Une banque tournée vers les nouveaux usages des consommateurs

Accompagner les projets du quotidien

Carrefour Banque et Assurance développe une relation de proximité avec ses clients en les accompagnant dans leurs projets du quotidien. Produit phare de la gamme, le crédit PASS est associé à la carte de paiement PASS et offre des solutions de crédit renouvelable souples et accessibles. La gamme comprend également des prêts personnels, du crédit affecté, des assurances, des produits d'épargne ainsi qu'un compte courant C-zam.

Améliorer l'expérience client

Carrefour Banque et Assurance renforce l'accessibilité multicanale de ses produits tout en accompagnant le développement digital de sa maison-mère Carrefour. Avec un parcours clients digitalisé et un réseau d'agences au plus près des magasins de l'enseigne, les consommateurs peuvent souscrire partout et à tout moment aux offres de Carrefour Banque et Assurance et profiter des avantages fidélités liés à leurs achats, y compris sur les sites e-commerce de Carrefour.

Innover pour plus de simplicité

Avec 2,5 milliards d'euros d'encours de crédit et 2,2 milliards confiés par ses clients épargnants, Carrefour Banque et Assurance place la satisfaction de ses 2,2 millions de clients au premier rang de ses priorités. Elle poursuit sa stratégie d'innovation pour plus de simplicité et de fluidité : signature électronique, fonctionnalité de paiement mobile via Carrefour Pay et une application mobile plus attractive sont autant de services qui facilitent la vie des consommateurs.

Produits et services

Offrir aux clients de Carrefour Banque des produits diversifiés et multicanaux

Carrefour Banque propose une gamme de produits et services simples et innovants pour faciliter les achats de ses clients et les accompagner dans leurs projets de la vie quotidienne. Parcours clients digitalisés, nouvelles fonctionnalités mobiles, solutions dédiées au e-commerce... l'offre a continué à évoluer en 2018 pour s'adapter aux nouveaux besoins des consommateurs tout en s'inscrivant dans la stratégie de développement digital de Carrefour.

Les nouvelles offres et facilités de la carte PASS

La carte PASS Mastercard est une carte de crédit associée au crédit PASS, utilisable chez Carrefour et en dehors de l'enseigne. Pour les clients Carrefour, elle permet de cumuler des avantages fidélités et offre des solutions de paiement différé ou en trois fois sans intérêts dès 50 euros d'achats directement en caisse des magasins Carrefour.

Carrefour Banque a mis en place des actions de communication ciblée afin de faire découvrir aux clients détenteurs de cartes PASS le programme Act for Food et les faire bénéficier d'offres spéciales sur les produits Bio dans les magasins Carrefour.

En vue d'améliorer l'expérience client, le parcours de souscription est, désormais, également disponible en 100 % digital grâce au téléchargement des pièces justificatives, à la signature électronique et à un formulaire adapté à tous types d'écrans (smartphones, tablettes et PC). Autre fonctionnalité destinée à faciliter la vie quotidienne des clients, Carrefour Pay est disponible depuis le printemps 2018 sur Android pour payer avec son mobile tout en bénéficiant du programme fidélité.



Avec **+ de 2 millions** de visiteurs chaque mois sur [carrefour-banque.fr](https://www.carrefour-banque.fr) et les applications mobiles, le digital constitue un levier de recrutement croissant.

Des financements pour accompagner les achats

La carte PASS permet à chaque paiement d'opter pour un règlement comptant ou un recours au **crédit renouvelable PASS**, produit historique de Carrefour Banque. Le crédit PASS donne au porteur de la carte la liberté d'adapter les mensualités et se reconstitue au fur et à mesure de son remboursement. Carrefour Banque a renforcé en 2018 son dispositif de connaissance clients des utilisateurs du crédit PASS tant en termes de profil que de comportement. Cette meilleure connaissance bénéficie aux clients qui se voient proposer des offres mieux adaptées à leur situation et leurs besoins.

Des **solutions de financement en quatre fois payantes** sont désormais proposées sur les sites de e-commerce de l'écosystème Carrefour, tels que Rueducommerce ou TopAchat. Les porteurs de la carte PASS bénéficient d'avantages supplémentaires comme des taux réduits lors d'événements promotionnels.

Le **prêt personnel** permet de financer un large éventail de projets de la vie courante (voiture, voyage, décoration du logement ou mariage). Proposé à des taux attractifs, le crédit peut porter sur un montant de 3 000 à 50 000 euros, remboursables en 12 à 84 mois. Les formalités ont gagné en fluidité avec l'introduction de la signature électronique qui a permis une amélioration du délai de réponse.

Enfin, destiné à financer l'acquisition de biens d'équipement dans les magasins Carrefour, le **crédit affecté** s'échelonne de 150 à 6 000 euros, sur une durée de 4 à 48 mois. Il est mis en valeur notamment lors de la rentrée des classes ou pour les fêtes de fin d'année, principaux temps forts aussi bien pour les hypermarchés Carrefour qu'en e-commerce sur le site Rueducommerce.



Succès de l'application mobile

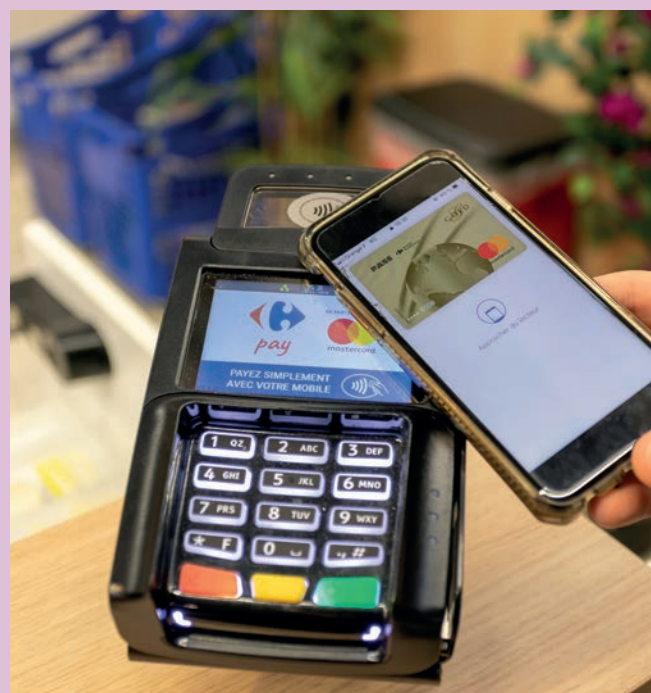
Grâce à la modernisation de l'application mobile de Carrefour Banque et à la mise en place d'une activation de l'espace client plus intuitive, les clients recourent davantage à l'application mobile qui affichait, fin 2018, quelque 340 000 téléchargements. Elle permet d'accéder à son espace client pour consulter les soldes, les opérations ou les relevés mensuels, réaliser des transactions (virements, transferts d'achat) mais aussi s'informer sur les offres PASS. L'application propose enfin un simulateur de prêt personnel pour mieux préparer une demande de financement.



La satisfaction des clients C-zam

Lancé en 2017, le compte courant C-zam de Carrefour Banque offre une expérience client innovante qui met l'accent sur le mobile et l'autonomie d'utilisation. Acheté en libre-service dans les rayons des magasins Carrefour (hypermarchés, supermarchés et magasins de proximité) ainsi qu'en ligne sur Rueducommerce, le compte C-zam est ensuite activé et piloté depuis l'ordinateur ou le mobile du client.

En 2018, les innovations se sont poursuivies avec la possibilité de se connecter à l'espace client via l'empreinte digitale et l'intégration des fonctionnalités de paiement mobile Apple Pay et Carrefour Pay (voir encadré). Autant d'initiatives qui expliquent le taux de satisfaction de 90 % enregistré par C-zam auprès des clients.



Déploiement du paiement mobile avec Carrefour Pay

Afin de mieux servir des clients de plus en plus connectés, Carrefour Banque propose la solution de paiement mobile Carrefour Pay développé par Market Pay, établissement de paiement du groupe Carrefour, qui associe paiement, programme de fidélité et couponing. Disponible sur Android pour les porteurs de cartes PASS Mastercard et C-zam, Carrefour Pay permet de fluidifier le passage en caisse, sans limitation de montant, mais aussi de gérer facilement le programme de fidélité et les offres de réduction des clients. Cette offre complète la fonctionnalité Apple Pay disponible depuis 2016.

Des produits d'assurance et d'épargne diversifiés et compétitifs

La gamme de produits d'assurance de Carrefour Banque couvre l'ensemble des besoins des consommateurs : de l'assurance des moyens de paiement à l'assurance Automobile ou Multirisque Habitation, en passant par l'assurance emprunteur ou encore les garanties pour protéger sa famille en cas d'accident avec Protection Famille et une Protection Avenir pour mettre ses proches à l'abri en cas de décès. Carrefour Assurance a obtenu le label « Assureur de confiance 2019 » pour son assurance habitation des locataires avec un score de 8,19/10 et la meilleure note sur le critère rapport qualité/prix.

En épargne, Carrefour Banque propose des contrats d'assurance vie diversifiés et attractifs, développés en partenariat avec des acteurs de confiance, AXA, BNP Paribas Asset Management et Architas. Le taux du fonds euros de Carrefour Horizons reste l'un des plus intéressants du marché, avec un rendement de 2,44 % net de frais de gestion au titre de 2018.

Début 2019, la gamme s'est enrichie d'un contrat en unités de compte, Parvest Smart Food, qui s'inscrit dans la démarche de transition alimentaire engagée par Carrefour. Ce fonds permet d'investir dans des sociétés qui concourent notamment à l'amélioration de la sécurité alimentaire, à la réduction du gaspillage ou à la promotion des aliments biologiques.

La gamme de produits d'épargne comprend enfin un compte sur livret, qui peut être ouvert dès 10 euros. Le Livret Carrefour a remporté le label d'excellence 2019 décerné par les Dossiers de l'Épargne, avec un taux de 0,20 % et pouvant aller jusqu'à 1 % avec une politique de bonus très intéressante pour les clients.



Assurance habitation des locataires



Carrefour Horizons



Carrefour Horizons Générations



Compte sur livret Carrefour Banque

Faciliter l'accès du service client aux personnes sourdes et malentendantes

Dans le souci d'améliorer l'accessibilité de ses produits, Carrefour Banque a ouvert l'accès de ses services de vente à distance, de recouvrement et service client C-zam aux personnes sourdes et malentendantes. Cette fonctionnalité est proposée en un clic depuis le site Web, via la plateforme « Elio Connect » qui s'appuie sur un réseau d'interprètes certifiés utilisant la langue des signes française. Cette plateforme offre un service de visioconférence ou de transcription de la parole en temps réel, du lundi au vendredi de 9 heures à 17 heures, sans surcoût pour le client.

Activité

Une activité recentrée sur le cœur de métier de Carrefour Banque

Abaissment de la structure de coût, maîtrise de la charge du risque et optimisation des sources de refinancement... Carrefour Banque a travaillé sur ses fondamentaux afin d'atténuer l'impact d'une année 2018 en demi-teinte et marquée par des charges exceptionnelles. Carrefour Banque entend concentrer ses efforts sur son cœur de métier – le programme PASS et le financement au cœur des parcours d'achat – pour dynamiser son activité et accompagner la stratégie de sa maison-mère dans le digital et la transition alimentaire et ainsi créer les conditions d'un plan de transformation réussi.

Des résultats financiers qui reflètent un recul du PNB et des charges exceptionnelles

En 2018, l'environnement économique a souffert d'un ralentissement de la croissance française qui ressort à 1,5 % tandis que le taux de chômage, bien qu'en légère baisse, est resté à un niveau élevé. Malgré cette conjoncture, les chiffres de l'ASF font ressortir une reprise de la production de crédit classique, en augmentation de 2,9 % sur l'année. Cette reprise est avant tout à mettre au compte des prêts de trésorerie, en hausse de 2,8 %, tandis que la production de crédit renouvelable s'est simplement stabilisée.

Sur son marché historique, le crédit renouvelable, Carrefour Banque a tiré son épingle du jeu, avec une hausse de 4,8 % de la production, un bon résultat qui marque le retour à une tendance positive. La production de prêt personnel, un segment où les acteurs traditionnels se livrent à une concurrence accrue pour maintenir leurs parts de marché, a baissé. Les encours de crédits s'établissent à 2,5 milliards d'euros. En épargne, les encours sous gestion sont restés stables, à 1,8 milliard d'euros.

L'activité a par ailleurs été stable en Belgique. En Italie, la succursale Carrefour Banca fait l'objet d'un « run off » à compter du 31 octobre 2018.

Au total, le produit net bancaire du groupe s'élève à 326 millions d'euros.

L'exercice 2018 a été marqué par des éléments exceptionnels qui ont pesé sur le résultat : la mise en « run off » de la succursale italienne et des dividendes non perçus au titre de la participation de Carrefour Banque dans les services financiers en Espagne.

Le résultat d'exploitation s'établit à 26 millions d'euros. Le résultat net s'inscrit lui à 17 millions d'euros.



Nouvelle baisse de la charge du risque

L'un des acquis les plus significatifs l'an dernier a été la baisse de la charge du risque pour la 3^e année consécutive. La politique d'octroi mise en œuvre depuis plusieurs années continue de porter ses fruits : en 2018, la charge du risque a baissé de 23 % à 80 millions d'euros. Cette évolution tient notamment à l'amélioration de la connaissance clients qui permet une meilleure adéquation entre les projets et les capacités de remboursement mais aussi à la performance du pilotage du recouvrement des retards de paiement ou des impayés.

Des sources de refinancement diversifiées et compétitives

Carrefour Banque a préservé la diversification de ses sources de refinancement en privilégiant les sources les moins coûteuses, entre emprunts obligataires, opérations de titrisation et épargne bilancielle. En juin 2018, un emprunt obligataire à 4 ans, pour un montant de 400 millions d'euros, a été émis en complément des émissions au fil de l'eau de Titres de Créances Négociables. Enfin, le taux d'intérêt du livret d'épargne a été abaissé progressivement en ligne avec les conditions de marché.

Une stratégie produits centrée sur le cœur de métier de Carrefour Banque

Sur la base de ses fondamentaux, Carrefour Banque entend renouer avec son modèle de fournisseur de services financiers et d'assurances au plus près des besoins des consommateurs. Banque de distributeur, Carrefour Banque fait de l'amélioration de l'expérience client sa priorité.

- **Carte PASS :** l'objectif est de donner davantage de souplesse et de fonctionnalités au produit phare pour mieux répondre à la diversité des besoins avec des offres à géométrie variable et une modernisation des avantages liés à la carte.
- **E-commerce :** la conquête de nouveaux clients pour Carrefour Banque et l'accompagnement de la stratégie de Carrefour passent par l'accélération du développement dans le domaine du e-commerce. L'instauration du financement en quatre fois proposé sur le site Rueducommerce constitue un premier exemple et sera étendu aux autres sites de commerce en ligne Carrefour.

Mobilisation pour la lutte contre la fraude et le blanchiment

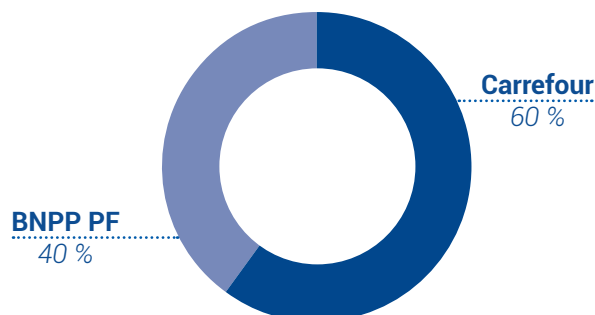
Répondant à des enjeux de conformité mais aussi de professionnalisation continue des conseillers et d'instauration d'une culture du risque, les plans de formation en matière de lutte contre la fraude et de lutte contre le blanchiment ont été accélérés.

Ainsi, 100 % des collaborateurs exposés ont été formés à la détection de la fraude et 98 % à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme en 2018.



Gouvernance

Carrefour Banque a un actionnariat solide et inchangé depuis 1985. Carrefour Banque est notée BBB+ perspective stable A-2, par Standard & Poor's.



Conseil d'administration

Frédéric Mazurier

Président du Conseil d'administration de Carrefour Banque et Administrateur
Directeur Services Financiers et Services Marchands France et Groupe

Administrateurs :

BNP Paribas Personal Finance, représenté par **Michel Falvert**
Directeur Grands Partenaires BNP Paribas Personal Finance

Marie Cheval

Directrice Exécutive Hypermarchés

Philippe Pedrotti

Directeur des Opérations BNP Paribas Personal Finance

Élodie Perthuisot

Directrice Marketing Carrefour France

Comités spécialisés

Comité des risques

Michel Falvert
Président

Marie Cheval
Frédéric Mazurier

Comité des rémunérations

Marie Cheval
Présidente

Michel Falvert
Frédéric Mazurier

Comité d'audit

Frédéric Mazurier
Président

Michel Falvert
Élodie Perthuisot

Comité des nominations

Frédéric Mazurier
Président

Marie Cheval
Michel Flavert

Comité de direction

Frédéric Collardeau
Directeur Général

Aurélien Cailliau
Directeur Général Délégué,
et Directeur Administratif
et Financier

Patricia Bojic
Directrice des Ressources
Humaines

Nathalie Celik
Directrice Marketing

Hervé Dalido
Directeur Commercial

Franck Ouradou
Directeur du Risque et du
Contrôle Interne

Sébastien Parron
Directeur des Programmes
Stratégiques et Opérations

Marcus Schomakers
Directeur des Systèmes
d'Information

Indicateurs clés 2018

Les indicateurs présentent le périmètre de consolidation des activités bancaires en France, Italie et Belgique au 31 décembre 2018.

Les indicateurs présentent le périmètre de consolidation des activités bancaires en France, Italie et Belgique au 31 décembre 2018.

Produit Net Bancaire

326 M€

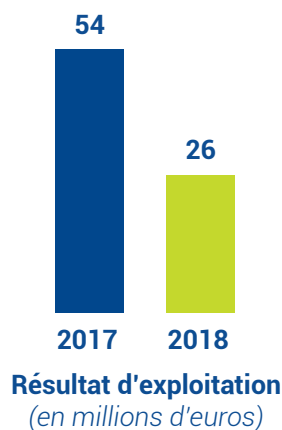
-9 % par rapport à 2017



Résultat d'exploitation

26 M€

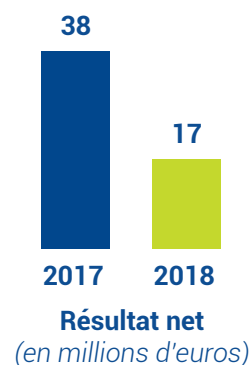
-51 % par rapport à 2017



Résultat net

17 M€

-56 % par rapport à 2017



Ratio financiers

Ratio de solvabilité

16,09 %

Les fonds propres et le ratio de solvabilité à 16,09 % demeurent élevés, nettement au-delà des exigences réglementaires de 10,5 %.

Ratio de liquidité (LCR)

123,82 %

L'exigence réglementaire est de 100 % sur la liquidité en 2018.

Encours de crédit

2 486 M€

-7 % par rapport à 2017



Encours douteux

424 M€

-7 % par rapport à 2017



Paielements par carte

8 889 M€

+5 % par rapport à 2017



Coût du risque

80 M€

-23 % par rapport à 2017



Cartes

2,2 M

Stable par rapport à 2017

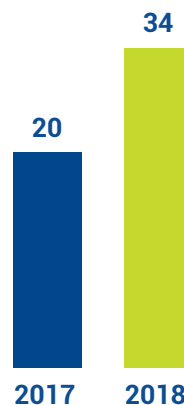


Cartes
(en millions de cartes)

Dépôt Compte C-zam

34 M€

+70 % par rapport à 2017



Dépôt Compte C-zam
(en millions d'euros)

Encours d'épargne sous gestion

1 846 M€

Stable par rapport à 2017



Encours d'épargne sous gestion
(en millions d'euros)

Encours compte sur livret

420 M€

-22 % par rapport à 2017



Encours compte sur livret
(en millions d'euros)

État sur les comptes inactifs à fin 2018 : 6 692 comptes Épargne versés à la Caisse des dépôts et consignations (CDC) pour un montant de 1 289 686,18 euros.

Comptes sociaux

16
Bilan

20
Notes

31
**Affectation
du résultat**

32
**Rapport
des
commissaires
aux comptes**

Bilan au 31 décembre 2018

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	2018	2017
Caisse, banques centrales		15 021	202
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur établissements de crédit	2-4	1 529 486	1 365 703
Opérations avec la clientèle	3-4	1 875 019	1 980 475
Obligations et autres titres de revenu fixe	5	745 518	706 429
Actions et autres titres de revenu variable	5	123 905	150 004
Participation et autres titres détenus à long terme	5	760	555
Parts dans les entreprises liées	8	25 218	25 218
Crédit-bail et location avec option achat		-	-
Location simple		-	-
Immobilisations incorporelles	9	120 143	120 134
Immobilisations corporelles	9	14 534	15 951
Capital souscrit non versé		-	-
Actions propres		-	-
Autres actifs	10	207 429	193 472
Comptes de régularisation	10	93 483	84 763
TOTAL ACTIF		4 750 517	4 642 906
HORS-BILAN		2018	2017
Engagements donnés	15	3 659 081	3 843 489
Engagements de financement		2 198 584	2 256 088
Engagements sur instruments financiers à terme		984 000	1 111 000
Engagements de garantie		6 497	6 401
Engagements sur titres		470 000	470 000

PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	2018	2017
Banques centrales		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	2-4	402 448	442 188
Opérations avec la clientèle	4	465 117	577 142
Dettes représentées par un titre	6-7	3 029 787	2 815 801
Autres passifs	11	102 374	87 199
Comptes de régularisation	11	59 306	44 598
Provisions	12	42 063	28 291
Dettes subordonnées		-	-
Fonds/risques bancaires généraux	13	3 735	3 735
Capitaux propres hors FRBG	14	645 687	643 952
Capital souscrit		101 347	101 347
Prime d'émission		207 110	207 110
Réserves		150 370	150 370
Écarts de réévaluation		-	-
Provisions réglementées	12	27	46
Report à nouveau		185 078	140 061
Résultat de l'exercice		1 754	45 017
TOTAL PASSIF		4 750 517	4 642 906
HORS-BILAN		2018	2017
Engagements reçus	15-16	4 172 572	5 039 783
Engagements de financement		2 044 996	2 036 657
Engagements sur instruments financiers à terme		2 106 300	2 981 850
Engagements de garantie		21 276	21 276
Engagements sur titres		-	-

Compte de résultat au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	Notes	2018	2017
Intérêts et produits assimilés	17	131 508	141 443
Intérêts et charges assimilées	17	-26 037	-33 077
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		-	-
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		-	-
Produits sur opérations de location simple		-	-
Charges sur opérations de location simple		-	-
Revenus des titres à revenu variable		67 221	90 962
Commissions (produits)	18	72 001	69 705
Commissions (charges)	18	-8 663	-8 573
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	22	3 794	2 802
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	22	-311	-
Autres produits d'exploitation bancaire	19	81 804	91 475
Autres charges d'exploitation bancaire	19	-13 316	-9 241
PRODUIT NET BANCAIRE		308 001	345 496
Charges générales d'exploitation	20	-190 076	-190 295
Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-12 820	-18 212
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		105 105	136 989
Coût du risque	21	-85 863	-89 806
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		19 242	47 183
Gains ou pertes sur actifs immobilisés *dont une correction d'erreur de - 3 000 milliers d'euros	23	-2 079	-6 773
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		17 163	40 410
Résultat exceptionnel		-15 920	2 297
Impôt sur les bénéfices		492	1 584
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		19	726
RÉSULTAT NET		1 754	45 017

Compte de résultat comparatif au 31 décembre 2018

Situation financière en fin d'exercice (en euros)	2014	2015	2016	2017	2018
Capital	99 970 792	101 346 957	101 346 957	101 346 957	101 346 957
Nombre d'actions émises	6 524 356	6 614 184	6 614 184	6 614 184	6 614 184
RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTIVES					
Chiffre d'affaires	582 113 671	507 460 018	480 416 446	377 568 628	351 753 542
Bénéfice avant impôt, participation, amortissements, provisions et dépréciations	109 240 896	83 466 627	57 023 169	30 747 063	4 596 791
Impôt sur les bénéfices	21 246 531	19 925 607	12 729 818	-1 583 867	-492 432
Participation	1 307 453	1 401 998	1 495 704	218 398	-81 100
Bénéfice après impôt, participation, amortissements, provisions et dépréciations	64 889 020	37 515 606	28 321 680	45 017 053	1 754 259
Montant des bénéfices distribués	32 491 293	28 176 424	28 374 849	-	20 040 978
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS PAR ACTION					
Bénéfice après impôt, participation, mais avant amortissements, provisions et dépréciations	13,29	9,39	6,47	4,86	0,78
Bénéfice après impôt, participation, amortissements, provisions et dépréciations	9,95	5,67	4,28	6,81	0,27
Dividende distribué par action	4,98	4,26	4,29	-	3,03
PERSONNEL					
Nombre moyen de salariés au cours de l'exercice	1 677	1 771	1 764	1 625	1 535
Montant de la masse salariale	50 017 799	51 631 322	54 299 233	53 511 495	49 986 846
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	24 199 441	24 770 904	27 023 589	24 593 019	24 263 123

Notes

Note 1

PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

A / Faits marquants de l'exercice clos 2018

1/ Projet de restructuration « run off » de la succursale Carrefour Banca :

Le conseil d'administration de Carrefour Banque du 5 octobre a autorisé le projet de restructuration « run off » de sa succursale Carrefour Banca à effet du 31 octobre 2018.

À ce titre Carrefour Banque a comptabilisé dans ses comptes à la clôture, une dépréciation intégrale des actifs incorporels (logiciels) et des frais de conseils à hauteur de 11 983 K€.

Carrefour Banca a également comptabilisé à la clôture dans ses comptes, une dépréciation de ses immobilisations et frais liés à la restructuration à hauteur de 2 588 K€.

Le traitement social de la dépréciation totale à caractère non courant a ainsi été comptabilisé en provision pour risque et charge, et classé au poste Charge exceptionnelle dans la présentation du compte de résultat publiable.

2/ Refinancement de l'activité :

Carrefour Banque a procédé à la souscription d'un nouvel emprunt obligataire de 400 millions d'euros à une durée de 4 ans, ce qui permet à la banque d'avoir une sécurité de refinancement supérieure à la cible de 12 mois.

B / Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels 2018 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions réglementaires, en particulier celles prévues par le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Sauf mentions contraires, tous les montants en annexes sont exprimés en milliers d'euros.

C / Succursale

Carrefour Banque intègre dans la présentation de ses comptes sociaux sa succursale italienne « Carrefour Banca » depuis la date d'effet juridique de la fusion au 1^{er} octobre 2011.

D / Crédits à la clientèle

Encours sains et encours douteux

Les crédits à la clientèle portés au bilan comprennent : le capital restant dû à la date d'arrêté, auquel s'ajoutent les intérêts, indemnités et primes d'assurances échus, ainsi que ceux qui sont courus et non échus à cette même date.

Les créances à la clientèle sont classées en créances douteuses lorsqu'elles présentent un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel. La dépréciation s'effectue à partir d'observations statistiques actualisées par nature de produit, selon l'antériorité et la dégradation constatée de la créance client. Conformément aux dispositions des articles 2211-1 à 2251-13 du Livre II – Titre 2 du règlement n°2014-07 de l'ANC relatif au traitement comptable du risque de crédit, Carrefour Banque procède à l'actualisation (aux conditions d'origine du crédit) des flux recouvrables dans le cadre du calcul des dépréciations pour créances douteuses.

En outre, Carrefour Banque applique les dispositions dudit règlement pour le calcul de la décote sur les crédits restructurés, par l'utilisation d'une référence au taux d'origine.

L'effet de l'actualisation des flux recouvrables pour le calcul des dépréciations et l'application du calcul de la décote impacte le produit net bancaire.

Enfin, les agios douteux et indemnités de retard comptabilisés en produit net bancaire et par ailleurs dépréciés via le coût du risque, sont neutralisés dans le produit net bancaire. Ce reclassement s'élève à un montant de 3 273 milliers d'euros sur l'exercice contre 3 875 milliers d'euros en 2017.

Encours douteux compromis

Les encours douteux compromis sont des encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les règles de déclassement en encours douteux compromis sont les suivantes chez Carrefour Banque et ce conformément aux modalités de l'article 2221-8 du Livre II – Titre 2 du règlement n°2014-07 de l'ANC :

- l'encours est en gestion recouvrement depuis au moins 12 mois ;
- l'encours client a fait l'objet d'une déchéance du terme : client transmis aux contentieux ;
- l'encours client fait l'objet d'un dépôt de dossier de surendettement en cours d'instruction depuis au moins 12 mois ;
- l'encours client fait l'objet d'une Procédure de Rétablissement Personnel (PRP).

Règles de passage à perte des encours :

En cas d'impossibilité de recouvrer en amiable ou par l'aide d'un titre exécutoire, soit par le fait du débiteur ou d'une décision de justice, nous procédons à un passage à perte de la créance. Les provisions constatées sont alors reprises en contrepartie de la perte enregistrée.

Conformément aux dispositions des articles 2111-1 à 2171-1 du Livre II – Titre 1, relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, Carrefour Banque étale depuis le 1^{er} janvier 2010, les commissions d'apporteurs d'affaires versées à l'occasion de l'octroi d'un crédit, sur la durée de vie effective de ce crédit. L'étalement diminue le produit net bancaire de 143 milliers d'euros sur l'exercice.

Dépréciation du risque de crédit

La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés actualisés.

Le calcul des dépréciations repose sur :

- une approche statistique par portefeuille homogène de créances, compte tenu du caractère non significatif des créances prises individuellement et de leurs caractéristiques communes en termes de risque de crédit ;
- des probabilités de défaillance et de pertes en fonction du niveau de risque de chacune des catégories d'encours (nombre de mensualités de retard, motifs spécifiques...).

Le montant des dépréciations est obtenu par application d'un modèle statistique des flux de recouvrement et de pertes en intégrant tous les mouvements possibles entre les différentes strates, sur la base des données historiques observées.

E / Titres de placement

Conformément au règlement ANC n°2014-07, relatif à la comptabilisation des opérations sur titres, les titres de placement figurent au bilan à leur prix d'acquisition. Ils sont dépréciés le cas échéant pour tenir compte de leur valeur de marché à la date d'arrêté. Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

Carrefour Banque a comptabilisé une dépréciation à la clôture de 1 099 K€ concernant son placement dans le nouveau fonds Lyxor (emprunt d'État).

F / Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur prix de revient. Le cas échéant les titres sont dépréciés pour tenir compte de leur valeur d'utilité.

G / Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations figurent au bilan pour leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie économique prévue du bien :

- licences et logiciels : entre 3 et 8 ans ;
- matériels informatiques : entre 3 ans et 5 ans ;
- agencements et installations : entre 5 et 8 ans ;
- autres immobilisations : entre 3 et 10 ans.

Le droit au bail n'est pas amorti, mais fait l'objet de tests de dépréciation une fois par an et en cas d'indices de perte de valeur.

H / Instruments financiers à terme

Les couvertures de taux d'intérêt utilisées visent à limiter les effets des fluctuations des taux d'intérêt sur l'endettement à taux variable.

Carrefour Banque agit en qualité de centrale de refinancement et négocie les opérations de dérivés à la fois pour son compte propre et pour le compte des deux autres entités (services financiers Fimaser filiale Belge et Servicios Financieros Carrefour filiale en Espagne), et ce dans un but de mutualisation, d'organisation et d'accès au marché.

Ces couvertures sont réalisées au moyen d'instruments de gré à gré avec des contreparties bancaires de premier rang. Les instruments financiers utilisés sont principalement des swaps de taux. Les résultats dégagés sur ces instruments sont comptabilisés de manière symétrique aux résultats sur les éléments couverts. Certaines opérations de couverture peuvent générer de manière limitée et temporaire des positions ouvertes. Ces positions font l'objet à l'arrêté des comptes d'une évaluation. Les éventuelles pertes latentes donnent lieu à la constitution d'une provision. Les instruments utilisés au 31 décembre sont représentés en notes 15 et 16. Les engagements en valeur nominale font l'objet d'une inscription en hors bilan.

Conformément à l'application du règlement du Comité de la Réglementation Comptable modifié 2004-16, relatif aux informations à fournir sur la « juste valeur » des instruments financiers, les instruments financiers dérivés ont fait l'objet d'une évaluation à la « juste valeur ». Cette valorisation s'appuie sur des paramètres de marché observables.

I / Engagements de retraite

Carrefour Banque verse une indemnité à ses salariés au moment de leur départ à la retraite, calculée sur l'ancienneté acquise à l'intérieur du Groupe Carrefour.

Cet engagement est calculé sur une base actuarielle prenant en compte les facteurs de rotation du personnel, de mortalité et de croissance des salaires et des charges ; il est comptabilisé en provision.

Les écarts actuariels sont donc comptabilisés en compte de résultat sur l'exercice constaté.

J / Conversion des opérations libellées en devises

Ces opérations suivent les règles édictées par les dispositions des articles 2711-1 à 2731-1 du Livre II – Titre 7 relatif aux opérations en devises. Tous les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan exprimés en devises sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Les produits et charges sont convertis en euros au cours du jour de l'opération.

Les gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

K / Impôt sur les bénéfices

Carrefour Banque est la société tête de Groupe du périmètre d'intégration fiscale.

Chaque société intégrée fiscalement est replacée dans la situation qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément.

L'économie ou la charge d'impôt complémentaire résultant de la différence entre l'impôt dû par la filiale intégrée et l'impôt résultant de la détermination du résultat d'ensemble est enregistrée par Carrefour Banque.

Le taux de l'impôt sur les sociétés est de 33,33 %. La contribution additionnelle sur les bénéfices est de 3,3 % de l'impôt au droit commun abatement fait de 763 000 euros. L'impôt dû est déterminé avant imputation des réductions et crédits d'impôt et des créances fiscales de toute nature.

L / Événement postérieur à la clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture au 31 décembre 2018.

M / Proposition d'affectation du résultat

La proposition d'affectation du résultat soumise à l'assemblée générale est la suivante :

Résultat de l'exercice (en euros)	1 754 259.47
Report à nouveau antérieur	185 078 402.52
Résultat distribuable à la disposition de l'assemblée générale	186 832 661.99
Affectation à la réserve légale	-
Affectation au poste « Autres réserves »	-
Répartition d'un dividende global (3,03 € x 6 614 184 actions)	20 040 977.52
REPORT À NOUVEAU DU SOLDE	166 791 684.47

Notes sur le bilan

Note 2

CRÉANCES ET DETTES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Actif		
Comptes ordinaires, comptes et prêts au jour le jour	214 755	209 115
Comptes et prêts à terme	1 314 731	1 156 589
TOTAL	1 529 486	1 365 703
dont créances rattachées	731	589
dont opérations avec entreprises liées	-	-
Passif		
Comptes ordinaires, emprunts au jour le jour	2 448	42 188
Emprunts et comptes à terme	400 000	400 000
TOTAL	402 448	442 188
dont dettes rattachées	-	-
dont opérations avec entreprises liées	-	-

Note 3

CRÉDITS À LA CLIENTÈLE

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires débiteurs	359 132	404 975
Autres crédits à court terme	403 625	418 407
Crédit à moyen terme	386 178	409 993
Crédit à long terme	971 997	1 035 571
TOTAL DES PRÊTS BRUTS À LA CLIENTÈLE	2 120 932	2 268 946
Dépréciation	-245 913	-288 471
TOTAL DES PRÊTS NETS À LA CLIENTÈLE	1 875 019	1 980 475

CRÉDITS À LA CLIENTÈLE NETS DE PROVISIONS

(en milliers d'euros)	France	Italie	Principal	Créances rattachées	31/12/2018	31/12/2017
Créances saines	1 575 680	180 341	1 756 021	5 988	1 762 009	1 864 005
dont opérations avec entreprises liées	138 000	-	138 000	82	138 082	145 100
dont créances restructurées					243 335	243 567
Créances douteuses non compromises						
Valeur brute	121 430		121 430		121 430	82 881
Dépréciations	-50 444		-50 444		-50 444	-31 840
Taux de couverture			42%		42%	38%
Créances douteuses compromises						
Valeur brute	194 312	43 181	237 493		237 493	322 060
Dépréciations	-159 999	-35 470	-195 469		-195 469	-256 631
Taux de couverture			82%		82%	80%
VALEUR NETTE AU BILAN	1 680 979	188 052	1 869 030	5 988	1 875 018	1 980 475

Note 4

ÉCHÉANCIER DES CRÉANCES ET DETTES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE

(en milliers d'euros)						31/12/2018
Établissements de crédit et institutions financières	À vue et non échéancé	Jusqu'à 3 mois	De > 3 mois à ≤ 1 an	De > 1 an à ≤ 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Actif	215 486	1 314 000	-	-	-	1 529 486
Passif	402 448	-	-	-	-	402 448
Autres concours à la clientèle	5 906	259 637	386 178	869 247	102 749	1 623 718
Prêts à la clientèle financière	82	42 000	96 000	-	-	138 082
Comptes ordinaires débiteurs	113 220	-	-	-	-	113 220
TOTAL CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE (ACTIF)	119 207	301 637	482 178	869 247	102 749	1 875 019
TOTAL DES OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE (PASSIF) (*)	465 117	-	-	-	-	465 117

(*) Dont opérations avec entreprises liées.

Note 5

ACTIONS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Parts d'OPCVM de placement	125 000	150 000
Dépréciation parts d'OPCVM de placement	-1 099	-
Actions et autres titres de placement non cotés	4	4
Actions et autres titres de placement cotés	-	-
Autres titres à long terme	760	555
Obligations (*)	745 518	706 429
TOTAL	870 183	856 988

(*) Obligations émises par le FCT Master Crédit Cards Pass, à échéance octobre 2025, souscrites par Carrefour Banque
- dont obligations subordonnées : **64 780 milliers d'euros** comprenant une dépréciation s'élevant à 25 620 K€
- dont obligations parts cédantes : **210 680 milliers d'euros**
- dont créances rattachées : **42 milliers d'euros**

(*) Obligations de la titrisation espagnole SFC : **470 000 milliers d'euros**
- dont créances rattachées : **16 milliers d'euros**

Note 6

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Certificats de dépôt	794 000	415 000
Autres titres de créances négociables	535 000	600 000
Emprunts obligataires	1 700 787	1 800 801
TOTAL	3 029 787	2 815 801
dont dettes rattachées	787	801
dont opérations réalisées avec les entreprises liées	-	-

Note 7

ÉCHÉANCIER DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

					31/12/2018
(en milliers d'euros)	Jusqu'à 3 mois	De > 3 mois à ≤ 1 an	De < 1 an à ≤ 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Certificats de dépôt	794 000	-	-	-	794 000
Autres titres de créances négociables	270 000	230 000	35 000	-	535 000
Emprunts obligataires	787	300 000	1 400 000	-	1 700 787
TOTAL	1 064 787	530 000	1 435 000	-	3 029 787

Note 8

TITRES DE PARTICIPATIONS ET FILIALES

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Valeur comptable brute	Dépréciations	Valeur comptable nette	Valeur comptable brute	Dépréciations	Valeur comptable nette
Filiales et titres de participation non cotés						
Fimaser SA	20 700	-	20 700	20 700	-	20 700
Servicios Financieros Carrefour, EFC SA	1 663	-	1 663	1 663	-	1 663
La Financière PASS SAS	8 426	-5 895	2 531	8 426	-5 895	2 531
GIE Chamnord	324	-	324	324	-	324
TOTAL	31 113	-5 895	25 218	31 113	-5 895	25 218

Fimaser S.A. Avenue des Olympiades 20, 1140 Bruxelles, au capital de 8 655 202 euros.

Participation de Carrefour Banque dans le capital de 99,98 %

Chiffre d'affaires exercice 2018 : **22 321 milliers d'euros**, en diminution de 4,6 % par rapport à 2017.

Résultat après impôt 2018 : **5 205 milliers d'euros**, en augmentation de 31,8 % par rapport à 2017.

Réserves, report à nouveau et prime d'émission avant affectation du résultat 2018 : **18 885 milliers d'euros**.

Les comptes de Fimaser sont consolidés par intégration globale dans les comptes du groupe Carrefour Banque.

Servicios Financieros Carrefour, E.F.C. SA domiciliée Calle Juan Esplandiu n° 13 28007 Madrid, au capital de 18 567 438 euros.

Participation de Carrefour Banque dans le capital : 6,797 %.

Chiffre d'affaires exercice 2018 : **364 148 milliers d'euros**, en augmentation de 6,3 % par rapport à 2017.

Résultat après impôt 2018 : **60 404 milliers d'euros**, en augmentation de 47,5 % par rapport à 2017.

Réserves, report à nouveau et prime d'émission avant affectation du résultat 2018 : **363 955 milliers d'euros**.

La société La Financière PASS SAS, domiciliée 1, place Copernic – 91051 Évry Cedex, filiale au capital de 37 000 euros.

Participation de Carrefour Banque dans le capital : 100,00 %, résultat net de 20 milliers d'euros sur 2018.

Le FCT Master Credit Cards PASS, domicilié 41, rue Délézy – 93500 Pantin.

La participation de Carrefour Banque dans le capital pour 100,00 % (représentant 300 euros).

Les comptes du FCT Master Credit Cards PASS sont consolidés par intégration globale dans les comptes du groupe Carrefour Banque.

Note 9

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	31/12/2018
Immobilisations brutes					
Immobilisations incorporelles	152 502	10 348	2 457	-715	159 679
Immobilisations corporelles	41 533	3 077	2 838	-46	41 726
TOTAL IMMOBILISATIONS BRUTES	194 036	13 424	5 294	-761	201 405
Amortissements sur immobilisations incorporelles	32 369	8 547	1 381	-	39 535
Amortissements sur immobilisations corporelles	25 582	4 273	2 662	-	27 193
TOTAL DES IMMOBILISATIONS NETTES	136 085	604	1 251	-761	134 677

Note 10

AUTRES ACTIFS ET COMPTES DE RÉGULARISATION

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Actif		
Débiteurs divers Groupe	138 360	105 607
Autres débiteurs divers (*)	69 069	87 864
TOTAL AUTRES ACTIFS	207 429	193 472
Valeurs à l'encaissement	73 731	55 382
Charges constatées d'avance	8 530	12 017
Produits à recevoir	11 222	17 364
TOTAL COMPTES DE RÉGULARISATION	93 483	84 763

(*) Dont les avances au GIE GNIFI (INCO) de **18 510 milliers d'euros** sur 2006, à la SCI AMBAVILLE de **6 124 milliers d'euros** sur 2013.
Ces avances correspondent à des investissements défiscalisés Outre Mer (dit Loi Girardin).

(*) Dont la dépréciation de **4 500 milliers d'euros** au 31/12/2018 sur les dépôts de garantie au titre du risque de défaillance des débiteurs des créances cédées au FCT.

Note 11

AUTRES PASSIFS ET COMPTES DE RÉGULARISATION

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017
Passif		
Créditeurs divers Groupe	33 357	29 175
Impôts et taxes	2 414	3 543
Dettes sociales	21 026	22 065
Fournisseurs	1 758	2 041
Autres créditeurs divers(*)	43 818	30 376
TOTAL AUTRES PASSIFS	102 374	87 199
Charges à payer	42 756	29 341
Produits constatés d'avance	16 550	15 257
Valeurs à l'encaissement	-	-
TOTAL COMPTES DE RÉGULARISATION	59 306	44 598

(*) Dont les abandons de créances des investissements défiscalisés au GIE GNIFI de **18 510 milliers d'euros** sur 2006 et à la SCI AMBAVILLE de **4 015 milliers d'euros** sur 2013.

Note 12

DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Solde au 31/12/2018
Dépréciations des crédits à la clientèle	288 471	35 789	78 347	-	245 913
TOTAL	288 471	35 789	78 347	-	245 913
Provisions				-	
Provisions pour retraites	24 300	1 717	1 707	-	24 310
Autres provisions ^(*)	3 991	17 089	3 327	-	17 753
TOTAL	28 291	18 806	5 034	-	42 063
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	46	-	19	-	27
Provision réserve spéciale de participation	-	-	-	-	-
TOTAL	46	-	19	-	27

(*) Dont une provision pour restructuration de la succursale Carrefour Banca de 14 592 milliers d'euros.

Note 13

FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2018
Provisions des fonds pour risques bancaires	3 735	-	-	3 735

Note 14

CAPITAUX PROPRES HORS FRBG

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2018
Capital : 6 614 184 actions	101 347	-	-	101 347
Réserves et report à nouveau				
Prime d'émission	207 110	-	-	207 110
Bons de souscription d'actions	-	-	-	-
Réserves légales	10 135	-	-	10 135
Réserves statutaires	-	-	-	-
Autres réserves	140 236	-	-	140 236
Report à nouveau	140 061	45 017	-	185 078
TOTAL RÉSERVES ET REPORT À NOUVEAU	497 542	45 017	-	542 559
TOTAL CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	598 889	45 017	-	643 906

Notes sur le hors-bilan

Note 15

CRÉDITS CONFIRMÉS, CAUTIONS, AVALS ET AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS OU DONNÉS

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés	3 659 081	3 843 489
Ouverture de crédits confirmés en faveur de la clientèle	2 198 584	2 256 088
Engagements sur instruments de taux d'intérêt (swaps)	984 000	1 111 000
Cautions, avals, autres garanties donnés d'ordre de la clientèle	6 497	6 401
dont garanties financières	6 497	6 401
Engagements sur titres	470 000	470 000
Engagements reçus	4 172 572	5 039 783
Engagements de financement reçus d'établissement de crédit	2 044 996	1 526 657
Engagements de financement reçus de la clientèle financière	-	510 000
Engagements sur instruments financiers à terme	2 106 300	2 981 850
Cautions, avals, autres garanties reçus d'établissement de crédit	21 276	21 276

Note 16

INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

(en milliers d'euros)	31/12/2018				31/12/2017			
	Micro-couverture	Position ouverte isolée	Total	Juste valeur	Micro-couverture	Position ouverte isolée	Total	Juste valeur
Opérations fermes de gré à gré								
Swaps de taux d'intérêt	1 062 300	2 028 000	3 090 300	-4 112	1 083 850	2 392 000	3 475 850	-3 587
Swaps financiers de devises								
Caps	-	-	-	-	-	617 000	617 000	156
TOTAL	1 062 300	2 028 000	3 090 300	-4 112	1 083 850	3 009 000	4 092 850	-3 431
Durée résiduelle	Moins de 1 an	De > 1 an à ≤ 5 ans	Plus de 5 ans	Total				
Ventilation du nominal des contrats	64 500	888 000	109 800	1 062 300				
Ventilation de la juste valeur	-396	-3 222	-494	-4 112				

Notes sur le compte de résultat

Note 17

**INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES**

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Sur opérations avec les établissements de crédit	10 454	15 949	10 605	16 916
Sur opérations avec la clientèle(*)	113 066	2 431	123 646	5 959
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	7 989	7 657	7 193	10 202
TOTAL	131 508	26 037	141 443	33 077
(*) Parties liées (produits).	297		537	

Note 18

COMMISSIONS

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Commissions sur opérations sur titres	11 746	-	12 150	-
Commissions sur moyens de paiement	60 255	8 663	57 555	8 573
TOTAL	72 001	8 663	69 705	8 573

Note 19

AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRES

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Quote-part sur opérations d'exploitation faites en commun	7 802	13 111	8 048	9 025
Charges refacturées à des sociétés du groupe	-	-	-	-
Autres produits et charges d'exploitation bancaires(*)	74 002	205	83 427	217
TOTAL	81 804	13 316	91 475	9 241
(*) Parties liées (produits).	68 182	-	71 028	-

Note 20

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	2018	2017
Salaires et traitements	51 068	52 429
Charges sociales et fiscales	30 517	31 392
Intéressement et participation	4 907	2 478
Charges du personnel	86 493	86 299
dont charges de retraites	4 109	5 590
Autres frais administratifs	103 583	103 995
TOTAL CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	190 076	190 295

Note 21

COÛT DU RISQUE

(en milliers d'euros)	2018	2017
Net dotations/reprises dépréciations	17 445	10 545
Charges sur créances clientèle couvertes principalement par des dépréciations	-103 308	-100 351
TOTAL	-85 863	-89 806

Note 22

GAINS OU PERTES SUR DES OPÉRATIONS DE PORTEFEUILLE

(en milliers d'euros)	2018		2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation				
Sur instruments financiers	3 794	-	2 802	-
Gain ou perte de change	-	-	-	-
TOTAL	3 794	-	2 802	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement – assimilés				
Dépréciation titres de placement	-	1 099	-	-
Plus ou moins-values sur cessions de placement	788	-	-	-
Charges sur titres de placement	-	-	-	-
TOTAL	788	1 099	-	-

Note 23

GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

(en milliers d'euros)	2018		2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Solde sur cessions actifs corporels, incorporels et financiers				
Sur actifs immobilisés	49	2 128	-	6 773
TOTAL	49	2 128	-	6 773

Autres informations

Note 24

DIRIGEANTS

(en milliers d'euros)	2018	2017
Rémunérations allouées aux organes d'Administration et de Direction	1 463	1 586

Note 25

EFFECTIFS

(en nombre)	2018	2017
Effectif moyen de l'exercice dont :	1 535	1 625
Employés	1 160	1 210
Cadres	375	415

Note 26

IDENTIFICATION DES SOCIÉTÉS CONSOLIDANTES

La société CARREFOUR BANQUE est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe CARREFOUR S.A. (détenue 60,00 %) ayant son siège 93, avenue de Paris - 91300 Massy et par mise en équivalence dans ceux de BNP PARIBAS SA ayant son siège 16, boulevard des Italiens - 75009 Paris, au travers de sa filiale BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE S.A. (détenue 40,00 %) ayant son siège 1, boulevard Haussmann - 75009 Paris.

Affectation du résultat social

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice 2017 de la manière suivante :

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (en euros)	1 754 259.47
Report à nouveau antérieur	185 078 402.52
Résultat distribuable à la disposition de l'assemblée générale	186 832 661.99
Affectation à la réserve légale	-
Affectation au poste « Autres réserves »	-
Répartition d'un dividende global (3,03 € x 6 614 184 actions)	20 040 977.52
Report à nouveau du solde	166 791 684.47

Le montant du dividende de 20 040 977,52 euros représente un dividende de 3,03 euros par action avant prélèvement forfaitaire non libératoire prévu à l'article 117 quater du code général des impôts et prélèvements sociaux perçus à la source. Il constitue un revenu soumis à l'imposition forfaitaire prévue à l'article 200 A-1 du code général des impôts, ou sur option expresse, irrévocable et globale, au barème progressif de l'impôt sur le revenu en application de l'article 200 A-2 du code général des impôts. En cas d'option, ce dividende constitue un revenu éligible à l'abattement de 40 % visé au 2° du 3 de l'article 158 du code général des impôts, dans les conditions et limites légales et sous la responsabilité des actionnaires.

Chaque action recevra ainsi un dividende de 3,03 euros qui sera mis en paiement à compter du 17 juin 2019.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, l'assemblée générale prend acte de ce qu'il lui a été rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents et les revenus éligibles et non éligibles à la réfaction visée à l'article 158.3-2° du code général des impôts, ont été, par action, les suivants :

Exercice (en euros)	Dividende distribué	Revenu éligible à la réfaction visée à l'article 158.3-2° du CGI	Revenu non éligible à la réfaction visée à l'article 158.3-2° du CGI
2015	4,26	4,26	-
2016	4,29	4,29	-
2017	-	-	-

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société Carrefour Banque S.A.,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Carrefour Banque S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels ont porté sur l'émission d'une lettre de confort dans le cadre de la mise à jour du prospectus relatif au programme Euro Medium Term Notes (EMTN) de Carrefour Banque S.A.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

DÉPRÉCIATION DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR BASE STATISTIQUE

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Carrefour Banque est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultent de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers et nécessitent ainsi la constitution de dépréciation pour couvrir le risque avéré de non recouvrement des créances.</p> <p>Comme mentionné à la note 1.D. de l'annexe aux comptes sociaux, les dépréciations comptabilisées sont égales à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés actualisés.</p> <p>Le calcul des dépréciations repose sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une approche statistique par portefeuille homogène de créances, compte tenu du caractère non significatif des créances prises individuellement et de leurs caractéristiques communes en termes de risque de crédit ; - des probabilités de défaillance et de pertes en fonction du niveau de risque de chacune des catégories d'encours (nombre de mensualités de retard, motifs spécifiques...). <p>Le montant des dépréciations est obtenu par application d'un modèle statistique des flux de recouvrement et de pertes en intégrant tous les mouvements possibles entre les différentes strates, sur la base des données historiques observées.</p> <p>Au 31 décembre 2018, le stock de dépréciations sur les créances envers la clientèle s'élève à 246 millions d'euros pour des encours bruts de 2 121 millions d'euros, tel que présenté dans la note 3 de l'annexe aux comptes sociaux.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des dépréciations constituait un point clé de l'audit étant donné la part significative du jugement de la banque sur les estimations des flux de recouvrements et des données historiques observées.</p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions (et notamment à l'identification de l'assiette des créances porteuses de risque avéré), au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations afférentes sur base statistique.</p> <p>Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - apprécier les dispositions des contrôles relatifs à l'identification et au suivi des contreparties incidentes, douteuses et contentieuses ; - réconcilier les fichiers de calcul des taux de dépréciation avec la comptabilité afin de vérifier que les taux de dépréciation utilisés concordaient avec les niveaux de dépréciations comptabilisées ; - apprécier la pertinence de la méthodologie de calcul des dépréciations au regard de l'activité et de la structure de portefeuille de crédit de Carrefour Banque ;

MISE EN RUN-OFF DE LA SUCCURSALE ITALIENNE

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Votre groupe a décidé à la mise en run off de sa succursale Italienne à compter du 31 octobre 2018 et a, comme mentionné dans les notes A et 12 de l'annexe aux comptes sociaux, comptabilisé une provision pour risque et charge d'un montant de 14,6 millions d'euros constituée par la contrepartie de charges exceptionnelles et a pour objectif d'accompagner la réorganisation de l'activité.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation de la provision comptabilisée dans le cadre de la mise en run-off de la succursale constituait un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'importance relative des incidences de ce projet ; - l'importance de certaines hypothèses retenues par la direction dans le chiffrage des provisions et dépréciations constituées, et la détermination de leur fait générateur. 	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - apprécier le bien-fondé et étayer les principales hypothèses sur lesquelles s'appuient le calcul des provisions et dépréciations constituées au 31 décembre 2018 ; - analyser la documentation afférente – notamment au regard de la détermination de leur fait générateur ; - analyser les informations présentées dans les notes annexes.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

INFORMATIONS DONNÉES DANS LE RAPPORT DE GESTION ET DANS LES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES COMPTES ANNUELS

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

- Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

INFORMATIONS RÉSULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Carrefour Banque S.A. par l'assemblée générale du 25 juin 1980 pour le cabinet KPMG et du 25 mai 2004 pour le cabinet Deloitte & Associés, compte tenu des acquisitions ou fusions de cabinets intervenus depuis ces dates.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG était dans la 39^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 15^{ème} année.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute

anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 26 avril 2019

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés
Jean-Vincent COUSTEL
Associé

Tour Majunga - 6, place de la Pyramide
92908 Paris La Défense Cedex

KPMG S.A.
Fabrice ODENT
Associé

Tour Egho - 2 avenue Gambetta - CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Comptes consolidés

36

**États financiers
consolidés
au 31 décembre
2018**

(établis selon les
normes comptables
IFRS adoptées par
l'Union européenne)

41

**Notes annexes
aux états
financiers**

72

**Rapport des
commissaires
aux comptes**

État de la situation financière au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	Normes IFRS 31/12/2018	Normes IFRS 01/01/2018	Normes IFRS 31/12/2017
Caisse, banques centrales, CCP		15 686	503	503
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1	3 716	155 380	4 192
Instruments financiers dérivés de couverture	4.2	393	1 280	1 280
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.3	156 184	29 463	
Actifs financiers disponibles à la vente				621 204
Prêts et créances sur établissement de crédit et assimilés au coût amorti	4.5	1 535 449	1 377 904	1 377 904
Prêt et créances sur la clientèle au coût amorti	4.6	2 462 210	2 602 005	2 746 175
Titres au coût amorti		470 017	470 016	
Actifs d'impôts courants et différés	4.8	77 833	100 065	61 482
Comptes de régularisation et actifs divers	4.9	154 915	129 283	129 283
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme				5 037
Immobilisations corporelles et incorporelles	4.10	126 943	139 850	139 850
TOTAL ACTIF		5 003 346	5 005 750	5 086 910

PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	Normes IFRS 31/12/2017	Normes IFRS 01/01/2018	Normes IFRS 31/12/2017
Caisse, banques centrales, CCP		-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1	3 824	4 399	4 399
Instruments financiers dérivés de couverture	4.2	8 053	5 756	5 756
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4.5	402 449	442 189	442 189
Dettes envers la clientèle	4.6	478 709	588 422	588 422
Dettes représentées par un titre	4.7	3 326 679	3 221 738	3 221 738
Passifs d'impôts courants et différés	4.8	2 995	5 978	5 663
Comptes de régularisation et passifs divers	4.9	138 393	113 143	113 143
Provisions	4.12	50 376	48 296	29 551
Capitaux propres, part du Groupe		591 870	575 830	676 051
Capital et réserves liées		308 457	308 457	308 457
Réserves consolidées		266 667	229 144	329 365
Résultat de l'exercice		16 746	38 228	38 228
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		5 003 346	5 005 750	5 086 910

Tableau de passage IAS39 31 décembre 2017 et IFRS9 au 1^{er} janvier 2018

ACTIF (en milliers d'euros)	Normes IFRS 31/12/2017	Reclassement	Retraitement	Normes IFRS 01/01/2018
Caisse, banques centrales, CCP	503	-	-	503
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	4 192	151 187	-	155 380
Instruments financiers dérivés de couverture	1 280	-	-	1 280
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		5 037	24 427	29 463
Actifs financiers disponibles à la vente	621 204	-621 204		-
Prêts et créances sur établissement de crédit et assimilés au coût amorti	1 377 904	-	-	1 377 904
Prêt et créances sur la clientèle au coût amorti	2 746 175	-	-144 170	2 602 005
Titres au coût amorti		470 016		470 016
Actifs d'impôts courants et différés	61 482	-	38 583	100 065
Comptes de régularisation et actifs divers	129 283	-	-	129 283
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme	5 037	-5 037	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	139 850	-	-	139 850
Écarts d'acquisition	-	-	-	-
TOTAL ACTIF	5 086 910	-	-81 160	5 005 750

PASSIF (en milliers d'euros)	Normes IFRS 31/12/2017	Reclassement	Retraitement	Normes IFRS 01/01/2018
Caisse, banques centrales, CCP	-	-	-	-
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	4 399	-	-	4 399
Instruments financiers dérivés de couverture	5 756	-	-	5 756
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	442 189	-	-	442 189
Dettes envers la clientèle	588 422	-	-	588 422
Dettes représentées par un titre	3 221 738	-	-	3 221 738
Passifs d'impôts courants et différés	5 663	-	315	5 978
Comptes de régularisation et passifs divers	113 143	-	-	113 143
Provisions	29 551	-	18 745	48 296
Capitaux propres, part du Groupe	676 051	-	-100 221	575 830
Capital et réserves liées	308 457	-	-	308 457
Réserves consolidées	329 365	-	-100 221	229 144
Résultat de l'exercice	38 228	-	-	38 228
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	5 086 910	-	-81 160	5 005 750

Cf : Note 2

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)	Notes	2018	2017
Intérêts et produits assimilés	5.1	230 929	254 950
Intérêts et charges assimilées	5.1	-26 136	-32 315
Revenus des titres à revenu variable		-	6 151
Commissions (produits)	5.2	77 326	76 236
Commissions (charges)	5.2	-11 859	-11 354
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	5.3	579	-438
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers non évalués à la juste valeur	5.4	-	-339
Autres produits d'exploitation bancaire	5.5	86 667	95 227
Autres charges d'exploitation bancaire	5.5	-31 268	-28 221
PRODUIT NET BANCAIRE		326 238	359 897
Charges générales d'exploitation		-195 280	-187 792
Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	4.10	-24 325	-14 297
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		106 633	157 807
Coût du risque	5.6	-80 213	-103 705
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		26 419	54 102
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-1 251	-1 146
Écart d'acquisition		-	-
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		25 168	52 957
Impôt sur les bénéfices	5.7	-8 423	-14 728
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		16 746	38 228

État consolidé du résultat global au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	2018	2017
Résultat net part du Groupe	16 746	38 228
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Écarts actuariels sur engagements de retraite	1 038	497
Ajustements de valeur sur dérivés de couverture de flux de trésorerie et sur actifs disponibles à la vente recyclables	-1 744	4 008
Ajustements de valeur sur dérivés de couverture de flux de trésorerie et sur actifs disponibles à la vente non recyclables	-	-
Autres éléments du résultat global	-706	4 506
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL	16 040	42 733
Dont quote-part des propriétaires de la société mère	16 040	42 733
Dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-

Tableau de passage des capitaux propres du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	Capital et primes liées		Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Résultat net part du Groupe	Total capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Variation de juste valeur des instruments										
	Capital	Primes		Actifs financiers Recyclables	Actifs financiers non Recyclables	Instruments dérivés de couverture	Écarts actuariels				
CAPITAUX PROPRES IFRS AU 01/01/2017 APRÈS AFFECTATION											
	101 347	207 110	371 672	1 074	-	-6 751	-9 713	-	664 740	-	664 740
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires											
Distribution			-28 375						-28 375		-28 375
Sous-total			-28 375						-28 375		-28 375
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres											
Autres variations				-296	-	4 304	346		4 354		4 354
Sous-total				-296		4 304	346		4 354		4 354
Autres variations											
Résultat								38 228	38 228		38 228
Autres variations			-2 960	102	-	-190	151		-2 896		-2 896
Sous-total			-2 960	102		-190	151	38 228	35 332		35 332
CAPITAUX PROPRES IFRS AU 31/12/2017											
	101 347	207 110	340 337	881	-	-2 636	-9 216	38 228	676 051	-	676 051
Affectation du résultat de l'exercice 2017			38 228					-38 228			
CAPITAUX PROPRES IFRS AU 01/01/2018 APRÈS AFFECTATION											
	101 347	207 110	378 565	881	-	-2 636	-9 216	-	676 051	-	676 051
EFFETS DE L'APPLICATION IFRS9											
			-123 830	-503	24 111				-100 221		-100 221
CAPITAUX PROPRES IFRS AU 1ER JANVIER 2018 APRÈS AFFECTATION											
	101 347	207 110	254 735	378	24 111	-2 636	-9 216	-	575 830	-	575 830
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires											
Distribution			-						-		-
Sous-total			-						-		-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres											
Autres variations				-1 701	-	-43	1 038		-706		-706
Sous-total				-1 701	-	-43	1 038		-706		-706
Autres variations											
Résultat								16 746	16 746		16 746
Autres variations									-		-
Sous-total			-	-	-	-	-	16 746	16 746		16 746
CAPITAUX PROPRES IFRS AU 31/12/2018											
	101 347	207 110	254 735	-1 323	24 111	-2 679	-8 178	16 746	591 870	-	591 870

Tableau des flux de trésorerie relatifs aux exercices 2017 et 2018

(en milliers d'euros)	2018	2017
Résultat avant impôts	25 168	52 957
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et autres ajustements hors résultat	-234 312	-252 456
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	24 325	1 084
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
Dotations nettes aux provisions	-56 201	-32 383
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
Perte nette/gain net des activités d'investissement	1 251	8 548
Produits/charges des activités de financement	-	-
Autres mouvements	-203 687	-229 705
Augmentation/diminution nette liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	251 158	234 313
Augmentation/diminution nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	-150 932	535 204
Augmentation/diminution nette liée aux opérations avec la clientèle	289 766	65 571
Augmentation/diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	101 250	-352 693
Impôts versés	11 074	-13 769
Augmentation/diminution nette de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle	42 014	34 814
Augmentation/diminution nette liée aux actifs financiers et aux participations	24 796	-2 897
Augmentation/diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	-12 484	-15 189
Augmentation/diminution nette de la trésorerie liée aux opérations d'investissement	12 312	-18 086
Augmentation/diminution de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	-	-28 375
Augmentation/diminution de trésorerie provenant des autres activités de financement	-	0
Augmentation/diminution nette de la trésorerie liée aux opérations de financement	-	-28 375
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et assimilée	-	-
AUGMENTATION/DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE	54 326	-11 647
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	179 630	191 277
Caisse, banques centrales, CCP (actif et passif)	503	593
Comptes prêts à vue auprès des établissements de crédit	179 127	190 684
Comptes emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	233 956	179 630
Caisse, banques centrales, CCP (actif et passif)	15 686	503
Comptes prêts à vue auprès des établissements de crédit	218 270	179 127
Comptes emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-	-
AUGMENTATION/DIMINUTION DES SOLDES DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	54 326	-11 647

Faits marquants 2018

• Passage à la norme IFRS9

CARREFOUR BANQUE au titre du passage de la Norme IAS39 à IFRS9 a enregistré un impact à l'ouverture de son bilan 1^{er} janvier 2018 de 100 millions d'euros net d'impôts différés.

Les impôts différés au titre du passage à la norme IFRS9 représentent 38 millions d'euros.

• Run off Succursale Italienne

CARREFOUR BANQUE SA procède à un run off de sa succursale Italienne à compter du 31 octobre 2018, à ce titre un impairment des immobilisations incorporelles de la Succursale a été constaté dans les comptes consolidés à hauteur de 11,5 millions d'euros.

• Financement de l'activité

CARREFOUR BANQUE a procédé à un nouvel emprunt obligataire de 400 millions d'euros à 4 ans, qui permet à Carrefour Banque d'avoir une sécurité de refinancement supérieure à la cible des 12 mois.

Notes annexes aux états financiers

Note 1

NORMES COMPTABLES APPLICABLES

La société CARREFOUR BANQUE (ci-après dénommée « la Société »), société anonyme au capital de 101 346 956,72 €, est un établissement de crédit et de courtage en assurance domicilié 1, place Copernic – 91051 Évry Cedex. Les états consolidés de l'exercice 2018 comprennent la Société et ses filiales (ci-après dénommées ensemble le Groupe). Ils sont établis et présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la Société.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés de la Société au titre du 31 décembre 2018 ont été établis avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne au 1^{er} janvier 2018 et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Les normes internationales comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les IAS (*International Accounting Standards*), les interprétations de l'IFRS Interpretation Committee (*International Financial Reporting Standards Interpretation Committee*) et du SIC (*Standing Interpretations Committee*).

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2018 :

- La norme IFRS 16 – Contrat de location – adoptée par l'Union Européenne sera applicable respectivement au 1^{er} janvier 2019.

La norme IFRS 15 applicable au 1^{er} janvier 2018, qui définit les principes de reconnaissance des revenus, a remplacé les normes IAS 18 – Produits des activités ordinaires et IAS 11 – Contrats de construction et les interprétations y afférentes à compter du 1^{er} janvier 2018. Son champ d'application couvre l'ensemble des contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats de location (revenus de location et de sous-location), des instruments financiers (produits d'intérêts) couverts par d'autres normes.

IFRS 15 prévoit un modèle unique pour la comptabilisation du chiffre d'affaires. Elle introduit de nouveaux concepts et principes en matière de reconnaissance du revenu, notamment au titre de l'identification des obligations de performance ou de l'allocation du prix de la transaction pour les contrats à éléments multiples.

L'analyse des transactions et contrats représentatifs réalisée pour les différentes sources de revenus significatives du Groupe Carrefour Banque a mis en évidence qu'il n'y avait pas lieu de modifier les principes comptables appliqués par le Groupe en matière de reconnaissance du chiffre d'affaires et des autres revenus opérationnels entrant dans le champ d'application d'IFRS 15.

L'impact des changements introduits par IFRS 15 pour déterminer si une entité agit en tant que principal (c'est-à-dire pour son propre compte) ou en tant qu'agent (mandataire) : les analyses réalisées au regard des dispositions d'IFRS 15 (fondées sur la notion de transfert de contrôle) n'ont pas révélé de différence significative avec les précédentes analyses conduites en application des principes établis par IAS 18 (fondés sur la notion de transfert des risques et avantages) ;

En conséquence aucun impact n'est donc à constater dans le Groupe Carrefour Banque.

Les principes de reconnaissance des autres revenus des activités ordinaires appliqués par le Groupe Carrefour Banque sont développés dans les principes suivants :

Les produits des activités ordinaires sont composés des autres revenus.

Les autres revenus comprennent les commissions perçues au titre des cotisations carte bancaire, de dossiers de crédit classique ou de crédit revolving.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir en échange des biens et services vendus, hors taxes, nette des avantages accordés aux clients.

Les produits des activités ordinaires sont reconnus lors du transfert de contrôle aux clients des biens et services, à savoir :

Les prestations de services, sur la période où les services sont rendus, lorsque le Groupe Carrefour Banque agit en tant que principal ; lorsque le Groupe agit en tant qu'agent, le revenu reçu ou à recevoir au titre de l'intermédiation est reconnu à la date de réalisation de la vente pour le compte du tiers, sous la forme d'une commission. Les commissions perçues au titre des cotisations carte bancaire, de dossiers de crédit classique ou de crédit revolving sont étalées sur la durée des contrats.

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : https://europa.eu/european-union/law_fr

INCIDENCE DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES**Norme IFRS 9 – Instruments financiers**

La norme IFRS 9 établit les principes de comptabilisation et d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers. Ces principes ont remplacé à compter du 1^{er} janvier 2018 ceux énoncés par la norme IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. La norme IFRS 9 a notamment introduit :

- une nouvelle classification des instruments financiers, fondée sur le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments financiers (1^{er} volet) ;
- un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers, fondé sur les pertes de crédit attendues, en remplacement du modèle jusqu'alors basé sur les pertes avérées (2^e volet) ;
- de nouveaux principes en matière de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture (3^e volet).

La nature et les incidences des principaux changements de méthodes comptables résultant de l'application d'IFRS 9 sont résumées dans les paragraphes ci-après.

L'impact total de ces changements en date de première application s'établit à (100) millions d'euros (net d'impôt) et a été comptabilisé dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018, sans retraitement des périodes comparatives présentées conformément à l'option offerte par les dispositions transitoires d'IFRS 9 (cf. Tableau de passage qui résume l'effet de l'application de la norme sur le bilan d'ouverture des états financiers consolidés).

Volet 1 : classement et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers

La norme présente un nouveau modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers, basé sur les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie et sur le modèle économique de gestion de ces actifs. Les quatre catégories prévues par IAS 39 pour le classement des actifs financiers ont été remplacées par les trois catégories suivantes :

- les actifs financiers évalués au coût amorti ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Ces nouveaux principes de classement et d'évaluation des actifs financiers n'ont pas eu d'incidence significative sur les principes de comptabilisation appliqués par le Groupe, dans la mesure où l'essentiel des actifs financiers, classés antérieurement dans la catégorie « Prêts et créances », restent comptabilisés au coût amorti, comme détaillé dans le tableau de passage qui résume l'effet de l'application de la norme sur le bilan d'ouverture des états financiers consolidés.

Les prêts et créances à la clientèle rentrent dans les nouveaux critères établis par la norme IFRS9 en termes de classement et d'évaluation (coût amorti) ; les nouveaux critères définis par la norme étant remplis (caractéristiques SPPI des flux de trésorerie contractuels associés aux prêts et créances sur la clientèle et business model « held to collect »).

Les titres de participation doivent être évalués à leur juste valeur, quelle que soit l'option retenue. S'agissant d'instruments de capitaux propres, ils ne sont pas soumis aux règles de dépréciation énoncées au chapitre 5.5 de la norme IFRS 9 (volet 2 de la norme).

Les titres de participation non consolidés de la société Servicios Financieros Carrefour (SFC) étaient comptabilisés au coût pour une valeur de 1,6 million d'euros, en application de l'exception de comptabilisation à la JV prévue par le §46 (c) d'IAS 39, applicable aux instruments de capitaux propres non cotés sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable.

Cette exception étant supprimée par IFRS 9, Carrefour Banque a procédé à la valorisation des titres SFC pour un montant de 24 millions d'euros (net d'impôt) comptabilisé dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018.

La variation de la JV de ces titres est comptabilisée en capitaux propres ; les montants comptabilisés en capitaux propres ne sont pas recyclables en P&L (§5.7.5) d'IFRS 9 (tout comme les autres capitaux propres non recyclables, le montant comptabilisé en capitaux propres sera transféré en réserves 'classiques' lors de la décomptabilisation - ie cession - des titres, en application du §96 d'IAS 1). Les dividendes à recevoir seront comptabilisés en résultat, conformément aux dispositions des §5.7.6 et 5.7.1A d'IFRS 9. En cas de cession des titres, le résultat de cession devra être également comptabilisé en capitaux propres et non en résultat (§5.7.1(b)).

Volet 2 : dépréciation des actifs financiers

Le modèle de dépréciation des actifs financiers d'IAS 39, basé sur les pertes avérées, a été remplacé par un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Ce nouveau modèle s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti, aux actifs financiers correspondant à des instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, ainsi qu'aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière.

Le Groupe a ainsi développé un nouveau cadre méthodologique définissant notamment les règles d'appréciation de la dégradation du risque de crédit, de détermination des pertes attendues (à un an et à maturité) et de prise en compte des informations de nature prospective (cf. note 3.2.2).

L'application de ces nouvelles dispositions s'est traduite, en date de première application d'IFRS 9, par une augmentation de la dépréciation des prêts et crédits de (144) millions d'euros (hors effet impôt), augmentation principalement expliquée par la comptabilisation des pertes attendues sur les prêts et crédits pour lesquels il n'existe aucune indication objective de dépréciation au sens de la norme IAS 39, et par la constatation d'une provision au titre des pertes de crédit attendues sur les engagements de prêt et facilités de crédit non utilisées (pertes attendues comptabilisées dès l'accord de crédit), pour 19 millions d'euros (hors effet impôt).

La comptabilisation de ce changement de méthode comptable a eu un effet négatif sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018 de (124) millions d'euros net d'impôt.

Volet 3 : comptabilité de couverture

Le Groupe a choisi d'adopter le nouveau modèle général de comptabilité de couverture introduit par IFRS 9, en vertu duquel il doit s'assurer que les relations de couverture sont cohérentes avec ses objectifs et sa stratégie de gestion des risques et adopter une approche plus qualitative et prospective de l'appréciation de l'efficacité de ses couvertures.

Ces nouveaux principes n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers du Groupe, dans la mesure où l'ensemble des opérations qui étaient qualifiées de couverture sous IAS 39 continuent à l'être sous IFRS 9. L'impact en date de transition, résultant du changement de traitement comptable de la valeur temps des instruments optionnels (dérivés de taux qualifiés de couverture de flux de trésorerie), est nul. Les impacts constatés au regard des instruments de couverture de Carrefour Banque représentent 0.4 million d'euros au 1^{er} janvier 2018.

Note 3

RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

3.1 / Principes de consolidation

3.1.1 / Périmètre et méthode de consolidation

Les comptes consolidés du groupe CARREFOUR BANQUE regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, la Société n'exerçant pas de contrôle conjoint ou d'influence notable sur d'autres entreprises. Une filiale est consolidée à partir de la date à laquelle le Groupe obtient effectivement son contrôle.

Les entreprises sous contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle existe lorsque CARREFOUR BANQUE a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financière et opérationnelle de l'entité.

La détermination du pourcentage de contrôle prend en compte les droits de vote potentiels qui donnent accès à des droits de vote complémentaires, dès lors qu'ils sont immédiatement exerçables ou convertibles.

Au 31 décembre 2018, le périmètre de consolidation du groupe CARREFOUR BANQUE comprend :

- la société CARREFOUR BANQUE dont le siège social est domicilié 1, place Copernic à Évry (91051) et enregistrée avec le SIREN n° 313 811 515. La société CARREFOUR BANQUE représente la société mère au capital de 101 346 956,72 euros ;
 - le fonds commun de titrisation (ci-après dénommé « FCT Revolving ») à compartiment dénommé « FCT MASTER CREDIT CARDS PASS - EuroTitrisation » est domicilié 41, rue Délizy à Pantin (93500) et enregistré au RCS de Bobigny N° 352 458 368 00045 ;
 - la société Fimaser acquise le 30 septembre 2013 pour un montant de 20,7 millions d'euros dont le siège social est domicilié Avenue des Olympiades à Bruxelles (1140), enregistrée au registre des personnes morales du Tribunal de commerce de Bruxelles au capital de 8 655 202,42 euros, détenus à 99,98% par la Société, est intégrée dans les comptes du groupe CARREFOUR BANQUE par intégration globale.
- Il convient de noter que la société CSF acquise le 31 décembre 2010 pour un montant de 11,502 millions d'euros dont le siège social est domicilié Via Calidera n° 21 à Milan au capital de 5 000 000 euros, est détenue à 100 % par la Société CARREFOUR BANQUE en qualité de succursale. Le Groupe consolide les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires (entités « ad hoc »), et ce même en l'absence de lien en capital, dans la mesure où il exerce le pouvoir sur les activités pertinentes de ces structures et qu'il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur la structure pour influencer sur le montant de ces rendements.
- les activités de l'entité sont menées pour le compte exclusif du Groupe, de telle sorte que ce dernier en tire des avantages ;
 - le Groupe dispose du pouvoir de décision et de gestion afin d'obtenir la majorité des avantages liés aux activités courantes de l'entité. Ce pouvoir se caractérise notamment par la capacité de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts ou de s'opposer formellement à leur modification ;
 - le Groupe a la capacité d'obtenir la majorité des avantages de l'entité et par conséquent peut être exposé aux risques liés à l'activité de ladite entité. Les avantages peuvent prendre la forme d'un droit à recevoir tout ou partie du résultat, évalué sur une base annuelle, une quote-part d'actif net, à disposer d'un ou plusieurs actifs ou à bénéficier de la majorité des actifs résiduels en cas de liquidation ;
 - le Groupe conserve la majorité des risques pris par l'entité afin d'en retirer un avantage ; tel peut être le cas si le Groupe reste exposé aux premières pertes du portefeuille d'actifs logé dans l'entité.

Au 31 décembre 2018, les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour gérer une opération de défiscalisation ou un groupe d'opérations de défiscalisation similaire n'ont pas été consolidées dans la mesure où CARREFOUR BANQUE ne détient pas le pouvoir sur les activités pertinentes de ces structures.

3.1.2 / Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où elles sont représentatives d'une perte de valeur. Les profits et pertes latents compris dans la valeur des actifs disponibles à la vente sont conservés au niveau du Groupe.

Conversion des comptes en devises étrangères

Pour toutes les sociétés du périmètre, la monnaie fonctionnelle est l'euro.

3.1.3 / Regroupements d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisitions**Regroupements d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

À chaque prise de contrôle d'une société ou d'un groupe de sociétés, le Groupe procède à l'identification et à l'évaluation à la juste valeur de l'ensemble des actifs et passifs acquis. La différence entre la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, et le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris, est comptabilisée en écart d'acquisition. Ce dernier, qui fait l'objet d'un suivi ultérieur au niveau de l'unité génératrice de trésorerie, est comptabilisé directement dans le bilan de l'entité acquise, dans la devise fonctionnelle de cette dernière.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010, le Groupe applique les principes suivants :

- les frais de transactions sont comptabilisés immédiatement en charges opérationnelles lorsqu'ils sont encourus ;
- lors de chaque regroupement, le Groupe analyse l'opportunité d'opter pour la comptabilisation d'un écart d'acquisition « complet » ou « partiel »
 - la méthode de l'écart d'acquisition complet consiste à évaluer les intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle à la juste valeur et à leur attribuer une partie de l'écart d'acquisition dégagé lors de l'acquisition ;
 - dans la méthode de l'écart d'acquisition partiel, les intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle restent évalués à hauteur de leur quote-part dans l'actif net de la société acquise, aucun écart d'acquisition ne leur est attribué ;
- tout ajustement de prix potentiel est estimé à sa juste valeur à la date d'acquisition et cette évaluation initiale ne peut être ajustée ultérieurement en contrepartie de l'écart d'acquisition qu'en cas de nouvelles informations liées à des faits et circonstances existant à la date d'acquisition et dans la mesure où cette évaluation intervient lors de la période intercalaire (12 mois). Tout ajustement de la dette financière comptabilisée au titre d'un complément de prix postérieur à la période intercalaire ou ne répondant pas à ces critères, est comptabilisé en contrepartie du résultat global du Groupe ;
- en cas d'acquisition par étape, la prise de contrôle déclenche la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue par le Groupe en contrepartie du résultat ; toute perte de contrôle donne lieu à la réévaluation de la participation résiduelle éventuelle à la juste valeur suivant les mêmes modalités ;
- l'écart d'acquisition négatif éventuellement dégagé lors de l'acquisition est immédiatement comptabilisé en produit ;
- toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction entre actionnaires et est comptabilisée selon IAS 27 amendée directement en capitaux propres.

En ce qui concerne les sociétés acquises en cours d'exercice et les augmentations de participation, seuls les résultats de la période postérieure à la date d'acquisition sont retenus dans le compte de résultat consolidé.

Compte tenu de son organisation et de l'interdépendance des flux de trésorerie générés par ses activités « banque », le Groupe CARREFOUR BANQUE est constitué d'une seule unité génératrice de trésorerie.

En effet, ses activités « banque » relèvent d'un pilotage unique (équipe de direction commune, forces de vente et encadrement commercial communs, commercialisation des produits d'assurance par les équipes de CARREFOUR BANQUE, tableaux de bord, comptabilité, contrôle de gestion, paie, ressources humaines et systèmes d'information communs).

Évaluation des écarts d'acquisitions

Les écarts d'acquisitions sont rattachés en totalité à l'unique unité génératrice de trésorerie que constitue le groupe CARREFOUR BANQUE.

3.2 / Actifs et passifs financiers**3.2.1 / Actifs financiers non dérivés**

En application d'IFRS 9 – Instruments financiers, les principaux actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- les actifs financiers évalués au coût amorti ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Le classement retenu conditionne le traitement comptable de ces actifs. Il est déterminé par le Groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie de ces actifs et de l'objectif suivant lequel ils ont été acquis (modèle économique de gestion).

Le groupe a choisi de comptabiliser les achats et ventes d'actifs financiers à la date de transaction, date à laquelle le Groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif.

3.2.1.1 / Actifs financiers évalués au coût amorti

Les actifs financiers évalués au coût amorti sont des instruments de dette : prêts et créances (encours clients) dont les flux de trésorerie contractuels sont uniquement constitués de paiements représentatifs du principal et des intérêts sur ce principal et dont le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels.

Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs font l'objet d'une dépréciation selon les modalités décrites en note 3.2.2 Dépréciation.

3.2.1.2 / Actifs évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Il s'agit d'instruments de dette dont les flux de trésorerie contractuels sont uniquement constitués de paiements représentatifs du principal et des intérêts sur ce principal et dont le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument à la fois dans le but d'en collecter les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs. Ils sont évalués à la juste valeur.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global au poste « variation de juste valeur des instruments de dette à la juste valeur recyclable » jusqu'à la cession des actifs sous-jacents où elles sont transférées respectivement en résultat.

Cette catégorie comprend également les investissements dans des instruments de capitaux propres (actions, principalement) sur option irrévocable. Dans ce cas, lors de la cession des titres, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres (autres éléments du résultat global) ne seront pas reclassés en résultat ; seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat.

Sont notamment classés dans cette catégorie les titres de participation non consolidés pour lesquels l'option de comptabilisation en « variation de juste valeur des instruments de dette à la juste valeur non recyclable » a été retenue.

La juste valeur correspond pour les titres cotés à un prix de marché. Pour les titres non cotés, elle est déterminée prioritairement par référence à des transactions récentes ou par des techniques de valorisation qui intègrent des données de marché fiables et observables. Cependant, en l'absence de données de marché observables sur des entreprises comparables, la juste valeur des titres non cotés est le plus souvent évaluée sur la base des projections de flux de trésorerie actualisés ou de l'actif net comptable réévalué, déterminés à partir de paramètres internes (niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur).

3.2.1.3 / Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Sont classés dans cette catégorie tous les instruments de dette qui ne sont pas éligibles à un classement dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût amorti ou dans la catégorie des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, ainsi que les investissements dans des instruments de capitaux propres de type action pour lesquels l'option de comptabilisation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global n'a pas été retenue.

Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur dans le Produit Net Bancaire.

3.2.2 / Dépréciation

Pour les encours clients évalués au coût amorti, la dépréciation est déterminée en application de la méthode générale prévue par IFRS 9 et correspondra :

- lors de la comptabilisation initiale de l'actif, aux pertes attendues sur les 12 prochains mois ;
- lorsque le risque de crédit se dégrade, aux pertes attendues en cas de défaut sur la vie totale de l'actif.

Le modèle de dépréciation des encours clients a été adapté conformément aux dispositions de la norme IFRS 9 – Instruments financiers, suivant un processus en deux étapes :

- classification des encours en classes homogènes de risques, au sens de la probabilité de défaut ; puis
- modélisation des probabilités de pertes de crédit, sur un horizon de 12 mois ou à maturité (correspondant à l'échéance résiduelle de l'instrument financier) selon la classification retenue.

Classification des encours clients.

Les encours clients sont répartis en trois catégories, en fonction de l'analyse des augmentations significatives potentielles du risque de crédit :

- catégorie 1 : encours sur des débiteurs dont le risque de crédit n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale ;
- catégorie 2 : encours sur des débiteurs dont la situation financière s'est fragilisée (augmentation significative du risque de crédit) depuis la comptabilisation initiale sans qu'une indication objective de dépréciation (défaut) ait encore été identifiée ;
- catégorie 3 : encours sur des débiteurs en défaut.

Augmentation significative du risque de crédit

Les principaux critères retenus pour déterminer s'il existe une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et s'il y a lieu de reclasser les actifs de la catégorie 1 à la catégorie 2 sont les suivants :

- critère d'arriéré (retard de paiement) : paiements en souffrance depuis plus de 30 jours (présomption énoncée par la norme IFRS 9 non réfutée) ;
- critère de renégociation : contrats renégociés avec un retard de paiement inférieur à 30 jours.

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée par contrat.

Indication objective de perte de valeur (défaut)

Une indication objective de perte de valeur pour les encours remplissant l'un des critères suivants :

- critère d'arriéré (retard de paiement) : paiements en souffrance depuis plus de 90 jours (présomption énoncée par la norme IFRS 9 non réfutée) ;
- critère de renégociation : contrats renégociés (modification « non substantielle ») en raison de difficultés significatives du débiteur avec un retard de paiement supérieur à 30 jours ;
- critère de contentieux : contrats présentant un litige à la date de clôture ;
- critère de contagion : tous les contrats d'un même débiteur dont un des contrats répond à l'un des critères de défaut susmentionnés.

Les encours clients concernés sont classés dans la catégorie 3.

Estimation des pertes de crédit attendues

Le calcul du montant des pertes attendues s'appuie sur quatre paramètres principaux : la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut, le montant de l'exposition en cas de défaut et le taux d'actualisation. Chacun de ces paramètres est calibré selon la segmentation des encours clients – celle-ci étant établie en fonction des produits distribués par chaque entité (prêts personnels, cartes de crédit / crédits renouvelables et crédits affectés) – sur la base des informations historiques et en prenant en compte des éléments de nature prospective. Les méthodes de calibrage des paramètres ont été établies en cohérence avec celles déployées pour répondre aux exigences réglementaires et prudentielles (dispositif balois notamment).

Les pertes de crédit attendues sont calculées sur un horizon de 12 mois pour les encours classés en catégorie 1 et sur toute la durée de vie du crédit pour les encours classés en catégories 2 et 3.

Pour faire face au risque d'insolvabilité des emprunteurs un dispositif de contrôle de la qualité et de la solvabilité des débiteurs est mis en place :

- systèmes d'aide à la décision intégrant des outils de scoring, de budget et de références passées attestant de la qualité de la contrepartie ;
- interrogations, quand ils existent, des différents fichiers positifs et négatifs ;
- gestion active des fonctions recouvrement et contentieux ;
- outils de suivi et de contrôle permanent du risque de crédit.

L'activité de crédit est suivie par le département Risque de crédit qui est en charge de l'ensemble de ces suivis et une synthèse des comités de gestion des risques fait l'objet d'une présentation systématique au Conseil d'administration.

3.2.3 / Passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers non dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur ajustée des frais de transaction et primes directement imputables à leur émission. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont évalués au coût amorti.

Les principaux passifs financiers non dérivés sont les suivants :

- Dettes financières : les dettes financières se composent des emprunts obligataires, des dettes représentées par un titre, compte sur livret, emprunts bancaires, autres titres de créances négociables, certificat de dépôt, dettes fournisseurs et autres créditeurs ;
- Autres passifs : les autres passifs, comprennent l'ensemble des autres dettes liées à l'exploitation (dettes sociales et fournisseurs d'immobilisations principalement) et les dettes diverses.

Les instruments financiers émis par le Groupe CARREFOUR BANQUE sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un actif aux souscripteurs des instruments financiers émis. Les détenteurs de ces titres obtiennent du numéraire en contrepartie. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Les dettes émises représentées par un titre sont évaluées aux coûts amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.2.4 / Instruments financiers dérivés

Le Groupe détient des instruments financiers dérivés afin de couvrir son exposition aux risques auxquels il est confronté dans le cadre de ses activités, principalement le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Les dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur. Les variations ultérieures de juste valeur sont comptabilisées selon les modalités décrites ci-dessous.

3.2.4.1 / Instruments dérivés désignés comme instruments de couverture

La comptabilité de couverture est applicable si et seulement si les conditions suivantes sont réunies :

- les instruments de couverture et les éléments couverts constituant la relation de couverture sont éligibles à la comptabilité de couverture ;
- une relation de couverture est clairement identifiée, formalisée et documentée dès la date de mise en place de l'instrument et l'efficacité de la relation de couverture est démontrée (test qualitatif et prospectif) ;
- une désignation formelle et une documentation structurée de la relation de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de mise en place de la couverture sont formellement établis au démarrage de la relation de couverture.

Carrefour applique deux types de comptabilités de couverture : la couverture de flux de trésorerie et la couverture de juste valeur.

Le groupe CARREFOUR BANQUE commercialise deux grandes familles de crédits à la consommation et gère pour ce faire deux types de portefeuilles : les crédits associés à la carte PASS et l'ensemble des prêts personnels distribués auprès de la clientèle. Afin de protéger sa marge financière, une politique de couverture adaptée et spécifique pour chacun d'entre eux a été définie. À ce titre, le groupe CARREFOUR BANQUE utilise des instruments dérivés permettant de limiter l'impact d'une hausse des taux d'intérêt.

Couverture de flux de trésorerie

Lorsque l'instrument est qualifié d'instrument de couverture de flux futurs, les variations de juste valeur correspondant à la partie efficace sont comptabilisées en autres éléments du résultat global, et ce jusqu'au moment où la transaction couverte affecte le résultat du Groupe. Les variations correspondant à la partie inefficace sont comptabilisées dans le Produit Net Bancaire.

La réévaluation du dérivé est portée au bilan en valeur de marché en contrepartie des capitaux propres et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, le Groupe établit une documentation formalisée : désignation de l'instrument ou de la portion d'instrument ou de risque couvert, stratégie et nature du risque couvert, désignation de l'instrument de couverture, modalités d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture.

Couverture de juste valeur

Lorsque l'instrument est qualifié d'instrument de couverture de juste valeur, les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat où elles compensent les variations de juste valeur du sous-jacent au titre du risque couvert pour la partie efficace. L'inefficacité constatée est enregistrée au compte de résultat.

Les swaps de variabilisation adossés à des obligations à taux fixe sont considérés comme des instruments de couverture de juste valeur.

Les passifs financiers couverts par ces swaps sont ajustés de la juste valeur pour la partie couverte. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat et sont compensées par les variations symétriques de la juste valeur des swaps de taux pour la partie efficace. Au 31 décembre 2018 comme au 31 décembre 2017, aucun actif ou passif n'était couvert en juste valeur.

La réévaluation du dérivé est inscrite au résultat symétriquement à l'élément couvert à hauteur du risque couvert et il n'apparaît en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture.

Les montants inscrits en capitaux propres pendant la durée de vie de la couverture sont transférés en résultat sous la rubrique « Produits et charges d'intérêts » au fur et à mesure que les éléments de résultat de l'instrument couvert affectent le résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement constatés en résultat.

Autres instruments dérivés

Les autres instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées en résultat. Sont concernés les dérivés détenus à des fins de transactions.

Les dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et Passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative. Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et Pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

Il convient de préciser que, dans un souci de mutualisation des besoins de couverture des entités homologues à la société CARREFOUR BANQUE, c'est-à-dire les services financiers espagnols du groupe CARREFOUR (ci-après dénommés ensembles « les sociétés affiliées »), le groupe CARREFOUR BANQUE agit en qualité de centrale de refinancement et négocie les opérations de dérivés à la fois pour son compte propre et pour le compte des sociétés affiliées, et ce dans un but de mutualisation, d'organisation et d'accès au marché.

Dans ce cadre :

- le risque désigné comme étant couvert est le risque de taux d'intérêt associé à la composante de taux interbancaire inclus dans le taux des opérations commerciales de crédits à la clientèle ;
- les instruments de couverture sont principalement des swaps de taux simples ;
- l'efficacité des couvertures est assurée rétrospectivement par le fait que tous les dérivés doivent avoir à la date de leur mise en place pour effet de réduire le risque de taux d'intérêt du portefeuille de sous-jacents couverts. Rétrospectivement, ces couvertures doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leur sont spécifiquement associés sur chaque bande de maturité deviennent insuffisants.

Les dérivés sur actions propres désignent les actions de la société consolidante CARREFOUR BANQUE et de ses filiales consolidées par intégration globale.

La norme IAS 32 précise les situations dans lesquelles un instrument dérivé sur actions propres doit être comptabilisé comme un instrument de capitaux propres, comme une dette ou comme un instrument financier dérivé (avec comme conséquence, dans ce dernier cas, de devoir être évalué à la juste valeur, avec les changements de celles-ci enregistrés dans le compte de résultat).

Les principes retenus par la norme sont les suivants :

- a) Seuls les instruments dérivés sur actions propres qui se traduisent par l'échange d'une quantité fixe de trésorerie contre un nombre fixe d'actions propres peuvent être enregistrés directement en capitaux propres. Dans ce cas, ils ne sont pas réévalués.
- b) En cas de règlement sur une base nette, ou lorsque le mode de règlement peut être choisi par une des parties, l'instrument sera traité comme un instrument financier dérivé. Dans ce cas, les variations de valeur de cet instrument sont enregistrées en résultat.
- c) Enfin, dans le cas où l'instrument dérivé sur actions propres impose le rachat d'actions propres par l'émetteur en échange d'une quantité fixe de trésorerie, il y a apparition d'une dette égale au montant à rembourser.

3.2.5 / Méthode de détermination de la juste valeur

Les instruments financiers sont répartis en trois niveaux selon un ordre décroissant d'observabilité des valeurs et des paramètres utilisés pour leur valorisation :

niveau 1 – Instruments financiers faisant l'objet de prix de marché cotés : ce niveau regroupe les instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif, directement utilisables ;

niveau 2 – Instruments financiers dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres observables :

ce niveau regroupe les instruments financiers pour la valorisation desquels des références de prix doivent être recherchées sur des instruments similaires cotés sur un marché actif, ou des instruments identiques ou similaires cotés sur un marché non actif mais pour lesquels des transactions peuvent être observées, ou encore des instruments dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;

niveau 3 – Instruments financiers dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables : un instrument est classé en niveau 3 si une part significative de sa valorisation repose sur des paramètres non observables. Un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à cette date. Le risque de contrepartie (CVA/DVA) qui consiste à enregistrer un ajustement de la valeur de modèle des instruments dérivés est calculé selon des données de marchés observables.

Le groupe CARREFOUR BANQUE ne procède pas au calcul de la détermination de la valeur de marché des instruments dérivés. Le Groupe récupère auprès de ses contreparties cette valeur de marché.

Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Le groupe CARREFOUR BANQUE présente sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » la rémunération des instruments financiers à la juste valeur qui ne répondent pas à la définition d'un instrument dérivé. La variation de valeur calculée hors intérêts courus sur ces instruments financiers à la juste valeur par résultat est comptabilisée sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les dérivés de couverture

Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture de valeur de marché sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques. De même, les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture économique des opérations désignées en valeur de marché par résultat sont rattachés aux rubriques qui enregistrent les intérêts de ces opérations.

Actifs financiers au coût amorti

Les revenus et les charges relatifs aux instruments évalués au coût amorti sont comptabilisés au compte de résultat avec la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Coût du risque

Le coût du risque comprend au titre du risque de crédit les dotations et reprises de provisions pour dépréciation des titres à revenu fixe et des prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit.

Sont également comptabilisées en coût du risque les dépréciations éventuellement constituées en cas de risque de défaillance avéré de contreparties d'instruments financiers négociés de gré à gré ainsi que les charges liées aux fraudes et aux litiges inhérents à l'activité de financement.

3.2.6 / Décomptabilisation d'actifs ou passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété de cet actif. Si l'ensemble de ces conditions n'est pas réuni, le Groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un passif financier lorsque tout ou partie de ce passif est éteint.

3.2.9 / Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

3.3 / Immobilisations

Les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement :

- aux logiciels qui sont amortis sur des durées allant de 3 à 8 ans. À cet égard, les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet ;
- aux droits au bail qui ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an ;
- au fonds commercial qui fait l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée. L'amortissement des actifs commence lorsqu'ils sont prêts à être utilisés et cesse lors de leur cession, de leur mise au rebut ou de leur reclassement en actifs destinés à être cédés, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5. Les immobilisations corporelles et incorporelles sont amorties linéairement, en identifiant le cas échéant les principaux composants, en fonction des durées d'utilité estimées suivantes :

Licences et logiciels	3 à 8 ans
Matériels informatiques	3 à 5 ans
Agencements et installations	5 à 8 ans
Autres immobilisations	3 à 10 ans

Compte tenu de la nature de ses immobilisations, le Groupe ne reconnaît pas de valeur résiduelle sur les immobilisations corporelles qu'il utilise. Les modes d'amortissement et les durées d'utilité sont réexaminés à chaque clôture et sont, le cas échéant, révisés de manière prospective. Lors de la conclusion de contrats de location longue durée portant notamment sur des actifs immobiliers, le Groupe procède à l'analyse des dispositions contractuelles pour déterminer s'il s'agit d'un contrat de location simple ou d'un contrat de location-financement, c'est-à-dire un contrat qui a pour effet de transférer substantiellement les risques et avantages inhérents à la propriété d'un bien au preneur.

Les biens mis à la disposition du Groupe au travers d'un contrat de location financement, sont comptabilisés de la façon suivante :

- les actifs sont immobilisés pour la juste valeur du bien loué ou si elle est inférieure pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location ; ces actifs sont amortis selon les mêmes durées que les immobilisations corporelles dont le Groupe est propriétaire ou sur la durée du contrat si elle est inférieure à la durée d'utilité du bien ;
- la dette correspondante est inscrite au passif du bilan ;
- les redevances payées au titre de la location sont ventilées entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés.

Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

3.4 / Contrats de location

Les contrats de location du groupe CARREFOUR BANQUE sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location financement.

Contrats de location financement

Un contrat de location financement se définit comme un contrat de location ayant en substance pour effet de transférer au preneur les risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif. Il s'analyse comme une acquisition d'immobilisation par le locataire financée par un crédit accordé par le bailleur.

La norme IAS 17 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations qui conduisent obligatoirement à qualifier une opération de contrat de location financement :

- le contrat transfère la propriété du bien au preneur au terme de la durée de location ;
- le preneur a l'option d'acheter les biens à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur à l'issue du contrat de telle sorte que l'exercice de l'option est raisonnablement certain dès la mise en place du contrat ;
- la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif ;
- à l'initiation du contrat, la valeur actualisée des paiements minimaux s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué ;
- la nature de l'actif est tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans lui apporter de modification majeure.

Par ailleurs, la norme IAS 17 décrit trois indicateurs de situations qui peuvent conduire à un classement en location financement :

- si le preneur résilie le contrat de location les pertes subies par le bailleur suite à la résiliation sont à la charge du preneur (moins-value sur le bien...) ;
- les profits et les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ;
- faculté pour le preneur de poursuivre la location pour un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

À l'activation du contrat, la créance de location financement est inscrite au bilan du bailleur pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location correspondant à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire augmentés de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les dépréciations sur des créances de location financement sont déterminées selon la même méthode que celle décrite pour les prêts et créances.

Les revenus des contrats de location financement correspondant au montant des intérêts sont comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

Contrats de location simple

Un contrat de location simple est un contrat pour lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Dans les comptes du bailleur, le bien est comptabilisé en immobilisation et est amorti sur la période de location, la base amortissable s'entendant hors valeur résiduelle. Les loyers sont comptabilisés en résultat sur la durée du contrat de manière linéaire.

3.5 / Avantages au personnel

Les salariés du Groupe bénéficient d'avantages à court terme (congrés payés, congés maladie, participation aux bénéfices), d'avantages à long terme (médaille du travail, prime d'ancienneté, compte épargne temps....) et d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations/prestations définies (indemnité de fin de carrière, prestations de retraite...).

Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus (régime vieillesse de base de la Sécurité sociale en France, régimes complémentaires de retraite, fonds de pension à cotisations définies).

Ces cotisations sont comptabilisées en charge quand elles sont dues.

Régimes à prestations définies

Le groupe CARREFOUR BANQUE provisionne les différents avantages à prestations définies conditionnés par l'accumulation d'années de service au sein du Groupe.

Cet engagement est calculé annuellement selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte d'hypothèses actuarielles telles que l'augmentation des salaires, l'âge de départ, la mortalité, la rotation du personnel et le taux d'actualisation. Le taux d'actualisation est égal au taux d'intérêt, à la date de clôture, des obligations de première catégorie ayant une date d'échéance proche de celle des engagements du Groupe. Les calculs sont effectués par un actuaire qualifié.

L'entrée en vigueur de la norme IAS19 révisée au 1^{er} janvier 2014 implique la disparition de la méthode dite du « corridor ». Le groupe a donc constaté dans les capitaux propres sans jamais affecter le résultat les écarts actuariels non amortis et tous les services passés non encore reconnus.

Paiements fondés sur des actions

Compte tenu de leur impact négligeable, les paiements fondés sur des actions ne sont pas comptabilisés dans les États Financiers du groupe CARREFOUR BANQUE.

3.6 / Information sectorielle

Compte tenu de son organisation et de son reporting interne, le groupe CARREFOUR BANQUE est constitué d'un seul segment opérationnel et la zone géographique concernée est la France. Les activités réalisées à l'étranger (Italie et Belgique) ont une contribution non significative aux activités du groupe.

3.7 / Provisions de passifs**Autres provisions**

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions sont comptabilisées à la date de clôture, si le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, voire implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les montants sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

3.8 / Impôt courant et différé

La charge d'impôt de l'exercice comprend l'impôt exigible et la charge d'impôt différé.

Un impôt différé est calculé, selon la méthode bilantielle, pour toutes les différences temporelles existantes entre la valeur comptable inscrite au bilan consolidé et la valeur fiscale des actifs et passifs (sauf exceptions spécifiquement prévues par IAS 12). L'évaluation des impôts différés est faite en appliquant la méthode du report variable et repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs en utilisant le taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Un impôt différé actif est comptabilisé sur les différences temporelles déductibles et pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt dans la mesure où leur réalisation future paraît probable.

La charge comptabilisée en France au titre de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est également classée en impôt sur le résultat dans la mesure où le Groupe considère qu'elle répond à la définition donnée par la norme IAS 12.

3.9 / Tableau de flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales, CCP ainsi que des soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent principalement les flux de trésorerie générés par les activités du groupe CARREFOUR BANQUE, les opérations avec les établissements de crédit, les opérations avec la clientèle et les opérations liées aux dettes représentées par un titre.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent principalement des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions d'actifs financiers, aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles ainsi qu'aux entrées et aux sorties de périmètre.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent principalement les encaissements et les décaissements provenant des opérations réalisées avec les actionnaires (distributions de dividendes en numéraire et augmentations de capital en numéraire).

Les augmentations de capital correspondant à la rémunération d'opérations d'apports sont exclues du tableau des flux de trésorerie dès lors qu'elles ont la nature de flux non monétaires.

NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2017 ET 31 DÉCEMBRE 2018
4.1 / Actifs, Passifs et Instruments financiers dérivés en valeur de marché par résultat

Les actifs enregistrés en juste valeur par résultat, d'un montant de 3,7 millions d'euros au titre de l'exercice 2018, correspondent à la juste valeur positive des swaps contractés par CARREFOUR BANQUE pour le compte de SFC, tandis que les passifs enregistrés à la juste valeur par résultat, d'un montant de 3,8 millions d'euros, correspondent, quant à eux, à la juste valeur négative des swaps contractés par CARREFOUR BANQUE pour le compte de SFC.

CARREFOUR BANQUE accorde une ligne de crédit à l'entité espagnole Servicios Financieros Carrefour (non consolidée) et de ce fait, contracte des swaps sur le marché et les retourne auprès de cette entité.

(en milliers d'euros)	31/12/2018			01/01/2018			31/12/2017		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué à la juste valeur sur option	TOTAL	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué à la juste valeur sur option	TOTAL	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué à la juste valeur sur option	TOTAL
Actifs financiers à la juste valeur par résultat									
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	3 716	-	3 716	155 380	-	155 380	4 192	-	4 192
Instruments dérivés	3 716	-	3 716	155 380	-	155 380	4 192	-	4 192
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	3 716	-	3 716	155 380	-	155 380	4 192	-	4 192
Passifs financiers à la juste valeur par résultat									
Instruments financiers dérivés	3 824	-	3 824	4 399	-	4 399	4 399	-	4 399
Instruments dérivés	3 824	-	3 824	4 399	-	4 399	4 399	-	4 399
Autres instruments dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	3 824	-	3 824	4 399	-	4 399	4 399	-	4 399

4.2 / Actifs financiers dérivés à usage de couverture

Le tableau suivant présente les justes valeurs des instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture et de hors couverture.

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Notionnels	Juste valeur	Notionnels	Juste valeur
COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE	1 062 300	-4 519	1 460 850	-4 158
Instruments dérivés de taux d'intérêt passif	889 800	-4 875	796 750	-5 401
Instruments dérivés de taux d'intérêt actif	172 500	356	664 100	1 245
COUVERTURES DE JUSTE VALEUR *	-	-2 615	-	-
Instruments dérivés de taux d'intérêt passif	-	-2 615	-	-
DÉRIVÉS UTILISÉS EN COUVERTURE	1 062 300	-7 133	1 460 850	-4 158
RISQUE DE CONTREPARTIE	3 090 300	-526	2 981 850	-320
Instrument dérivé actif CVA		-563		-355
Instrument dérivé passif DVA		37		35

* Au titre de la comptabilisation par transparence des autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres.
Les opérations sur instruments financiers dérivés contractés à des fins de couverture sont conclues de gré à gré.

4.3 / Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2018			01/01/2018			31/12/2017		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	156 184	-	156 184	29 463	-	29 463	1 663	-	1 663
Titres de Participation non consolidés	29 668	-	29 668	29 463	-	29 463	1 663	-	1 663
Autres actifs financiers	126 516	-	126 516	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	156 184	-	156 184	29 463	-	29 463	1 663	-	1 663

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par OCI concernent les titres non consolidés de Servicios Financieros Carrefour (SFC) et le fond HQLA Lyxor.

4.4 / Mesure de la valeur de marché des instruments financiers

La répartition par méthode de valorisation des instruments financiers comptabilisés en valeur de marché est présentée conformément aux prescriptions de la norme IFRS7 hors CVA et DVA.

(en milliers d'euros)	31/12/2018				01/01/2018				31/12/2017			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers												
Instruments financiers à la juste valeur par résultat détenus à des fins de transaction	3 716	-	-	3 716	4 192	-	-	4 192	4 192	-	-	4 192
Instruments financiers dérivés de couverture	-	393	-	393	-	1 245	-	1 245	-	1 245	-	1 245
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	156 184	-	-	156 184	29 463	-	-	29 463	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-	-	621 204	-	-	621 204
Passifs financiers												
Instruments financiers à la juste valeur par résultat détenus à des fins de transaction	3 824	-	-	3 824	4 399	-	-	4 399	4 399	-	-	4 399
Instruments financiers dérivés de couverture	-	8 053	-	8 053	-	5 401	-	5 401	-	5 401	-	5 401

4.5 / Opérations interbancaires, créances et dettes sur établissements de crédit

Prêts consentis et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes à vue	220 718	221 315
Prêts	1 314 731	1 156 589
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	1 535 449	1 377 904

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes à vue	2 448	42 188
Emprunts	400 001	400 001
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	402 449	442 189

4.6 / Prêts, créances et dettes sur la clientèle

Prêts consentis et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires débiteurs	423 655	472 858	472 858
Prêts consentis à la clientèle	2 477 998	2 628 268	2 628 268
Opérations de location-financement	-	-	-
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AVANT DÉPRÉCIATION	2 901 653	3 101 126	3 101 126
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	439 442	499 121	354 951
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE NETS DE DÉPRÉCIATION	2 462 210	2 602 005	2 746 175

Tableau de passage des prêts et créances sur la clientèle IAS39/IFRS9

(en milliers d'euros)	Normes IFRS 31/12/2017	Reclassement	Retraitement	Normes IFRS 01/01/2018
Stage 1 - Encours sains (sans défaut de paiement)	2 628 268	-799 621	-	1 828 646
Stage 1 - Dépréciation des encours sains (sans défaut de paiement)	-86 249	4 113	57 060	-25 076
Stage 2 - Encours présentant une dégradation significative du risque crédit (restructurés, retard paiement de 30-90 jrs)	-	778 683	-	778 683
Stage 2 - Dépréciation des encours présentant une dégradation significative du risque de crédit	-	-4 113	-143 533	-147 646
Stage 3 - Encours en défaut (retard de paiement > 90 jours, contentieux)	472 858	20 939	-	493 797
Stage 3 - Dépréciation des encours en défaut	-268 702	-	-57 698	-326 399
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES ACTIFS	2 746 175	-	-144 170	2 602 005
Provision pour risque de crédit sur engagements hors-bilan	-	-	-18 745	-18 745
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES ACTIFS ET HORS BILAN	2 746 175	-	-162 916	2 583 259

Tableau de variation des prêts et créances sur la clientèle IFRS9

(en milliers d'euros)	Stage 1 Encours sains	Stage 2 Encours présentant une dégradation significative du risque crédit	Stage 3 Encours en défaut	TOTAL
ENCOURS BRUT AU 01 JANVIER 2018	1 828 647	778 683	493 797	3 101 126
Transferts				
au Stage 1	-	-42 091	26 205	-15 886
au Stage 2	23 684	-	26 591	50 274
au Stage 3	-23 226	-23 563	-	-46 788
Nouveaux actifs financiers créés ou achetés	516 122	116 271	10 959	643 353
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période hors passages à perte	-575 618	-141 640	-60 019	-777 277
Passages à perte	-5 422	-21 838	-84 883	-112 143
Changements dus à des modifications contractuelles qui ne donnent pas lieu à une décomptabilisation	-90	-180	214	-55
Autres ajustements	-9 604	57 862	10 790	59 048
Fusion	-	-	-	-
ENCOURS BRUT AU 31 DÉCEMBRE 2018	1 754 493	723 506	423 655	2 901 653

Tableau de variation des dépréciations prêts et créances sur la clientèle IFRS9

(en milliers d'euros)	Stage 1 Encours sains	Stage 2 Encours présentant une dégradation significative du risque crédit	Stage 3 Encours en défaut	Provision pour risque de crédit sur engagements hors-bilan	TOTAL
DÉPRÉCIATION ENCOURS AU 01 JANVIER 2018	-25 076	-147 646	-326 399	-18 745	-517 867
Transferts					
au Stage 1	-	7 291	-14 709	-	-7 418
au Stage 2	-1 305	-	-24 745	-	-26 050
au Stage 3	621	-1 088	-	-	-467
Nouveaux actifs financiers créés ou achetés	-4 227	-15 322	-12 017	-401	-31 967
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période hors passages à perte	183	2 344	19 555	-	22 082
Passages à perte	5 422	21 836	84 369	-	111 628
Changements dus à des modifications contractuelles qui ne donnent pas lieu à une décomptabilisation	-	-	-	-	-
Changements dans les modèles / paramètres de risque	-972	19 072	-7 908	-	10 193
Autres ajustements	764	2 482	-21 968	840	-17 881
Fusion	-	-	-	-	-
DÉPRÉCIATION ENCOURS AU 31 DÉCEMBRE 2018	-24 591	-111 030	-303 821	-18 306	-457 747

La provision hors bilan pour risque de crédit est incluse dans ce tableau pour 18 millions d'euros et est enregistré dans les provisions pour risques et charges détaillées en note 4.12.

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires créditeurs	22 788	21 586
Comptes à terme et assimilés	-	-
Autres comptes créditeurs	33 964	19 984
Comptes d'épargne à régime spécial	421 956	546 852
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	478 709	588 422

4.7 / Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Certificats de dépôt	794 000	415 000
Autres titres de créances négociables	534 741	599 418
Emprunt obligataire	1 997 938	2 207 320
TOTAL DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	3 326 679	3 221 738

4.8 / Impôts courants et différés

(en milliers d'euros)	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Impôts courants	8 421	19 829	19 829
Impôts différés	69 413	80 236	41 653
ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	77 833	100 065	61 482
Impôts courants	899	3 774	3 774
Impôts différés	2 096	2 203	1 888
PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	2 995	5 978	5 663

Variation des impôts différés au cours de la période

(en milliers d'euros)	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Impôts différés nets en début de période	78 032	56 204	56 204
Produits d'impôts différés (note 5.7)	-6 405	-13 215	-13 215
Variations des impôts différés liées à la réévaluation et à la reprise en résultat des éléments de réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	155	155
Variations des impôts différés liées à la réévaluation et à la reprise en résultat des éléments de réévaluation des instruments dérivés de couverture	12	-1 777	-1 777
Variation des parités monétaires et divers	-4 322	36 665	-1 603
Impôts différés nets en fin de période	67 317	78 032	39 764

Ventilation des impôts différés nets par origine

(en milliers d'euros)	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-307
Réserve latente de location-financement	-	-	-
Provisions pour engagements sociaux	6 351	6 308	6 308
Provisions pour risque de crédit	48 914	56 666	18 083
Autres éléments	2 467	6 392	7 014
Déficits fiscaux reportables	9 585	8 666	8 666
Impôts différés nets	67 317	78 032	39 764
Dont impôts différés actifs	69 413	80 236	41 653
Dont impôts différés passifs	2 096	2 203	1 888

4.9 / Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Valeurs à l'encaissement	85 751	66 410
Charges constatées d'avance	5 432	7 970
Produits à recevoir	9 139	9 639
Autres comptes de régularisation	7 745	4 640
Débiteurs divers groupe	10 877	8 488
Autres débiteurs divers	35 971	32 137
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	154 915	129 283
Charges à payer	348	555
Produits constatés d'avance	18 310	17 756
Valeurs à l'encaissement	2 139	2 889
Créditeurs divers groupe	35 788	29 337
Impôts et taxes	2 188	2 561
Dettes sociales	21 891	22 952
Fournisseurs	39 862	32 059
Autres créditeurs divers	17 866	5 033
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	138 393	113 143

4.10 / Immobilisations d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2018			31/12/2017		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immeubles de placement	-	-	-	-	-	-
Terrains et constructions	-	-	-	-	-	-
Équipement, mobilier, installations	42 551	28 002	14 549	42 395	26 383	16 012
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	42 551	28 002	14 549	42 395	26 383	16 012
Logiciels informatiques acquis et produits par l'entreprise	94 039	57 431	36 609	86 820	38 768	48 053
Autres immobilisations incorporelles	75 785	-	75 785	75 785	-	75 785
Immobilisations incorporelles	169 825	57 431	112 394	162 606	38 768	123 838

Immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent en particulier les droits au bail et la relation clientèle.

Pour la réalisation des tests de dépréciation, le droit au bail est valorisé comme la somme des différences entre le loyer au prix du marché et le loyer payé sur la durée résiduelle du bail actualisé au taux de rendement du marché.

Au 31 décembre 2018, les tests de dépréciations portant sur ces actifs pris individuellement, effectués selon les modalités définies au paragraphe 3.3 relatif aux immobilisations, n'ont pas donné lieu à dépréciation.

Amortissements et provisions

Le montant net des dotations et reprises d'amortissements des immobilisations corporelles au cours de l'exercice 2018 correspond à 28 millions d'euros contre 26,4 millions d'euros au titre de l'exercice 2017, et le montant net des dotations et reprises d'amortissement des immobilisations incorporelles correspond à 57,4 millions d'euros en 2018 dont 11,5 millions d'euros au titre de l'impairment des logiciels Carrefour Banca contre 38,8 millions d'euros en 2017.

Opérations réalisées sur les immobilisations en location simple

Les opérations réalisées sur les immobilisations données en location simple font l'objet, pour certaines d'entre elles, de contrats prévoyant les paiements futurs minimaux suivants :

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats non résiliables		
Paiements à recevoir dans moins de 1 an	4 107	4 013
Paiements à recevoir dans plus de 1 an et moins de 5 ans	3 435	5 556
Paiements à recevoir dans plus de 5 ans	945	710
TOTAL PAIEMENTS FUTURS MINIMAUX LOCATION SIMPLE	8 487	10 280

Les paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats non résiliables correspondent aux paiements que le preneur est tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location.

4.11 / Écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Valeur nette comptable en début de période	-	-
Acquisition	-	-
Écarts de conversion	-	-
Dépréciations comptabilisées pendant la période	-	-
Autres mouvements (note 8.2)	-	-
Valeur nette comptable en fin de période	-	-
dont valeur brute comptable	-	-

4.12 / Provisions

(en milliers d'euros)	01/01/2018	Dotation	Reprise	Autres mouvements	31/12/2018
Avantage au personnel	24 447	1 906	-358	-1 399	24 596
Provision restructuration	3 224	3 075*	-1 598	-475	4 226
Provision risque sociaux	953	93	-299	-121	627
Provision risque légaux	700	480	-	-	1 180
Provision IFRS9 Hors Bilan	18 745	-439	-	-	18 306
Autres provisions	226	1 313	-98	-	1 441
TOTAL DES PROVISIONS	48 296	6 428	-2 354	-1 995	50 376

(en milliers d'euros)	31/12/2017	Dotation	Reprise	Autres mouvements	01/01/2018
Avantage au personnel	24 447	-	-	-	24 447
Provision restructuration	3 224	-	-	-	3 224
Provision risque sociaux	953	-	-	-	953
Provision risque légaux	700	-	-	-	700
Provision IFRS9 Hors Bilan	-	18 745	-	-	18 745
Autres provisions	226	-	-	-	226
TOTAL DES PROVISIONS	29 551	18 745	-	-	48 296

* dont 2.588 millions d'euros au titre du Run off de Carrefour Banca

Note 5

NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2017 ET 31 DÉCEMBRE 2018

5.1 / Produits et charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	2018			2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	205 481	2 397	203 084	230 648	5 928	224 719
Comptes et prêts/emprunts	205 481	2 397	203 084	230 648	5 928	224 719
Opérations interbancaires	7 212	189	7 023	7 510	235	7 275
Comptes et prêts/emprunts	7 212	189	7 023	7 510	235	7 275
Opérations de pensions	-	-	-	-	-	-
Emprunts émis par le Groupe	4 875	1 774	3 101	6 753	1 774	4 979
Instruments de couverture de résultats futurs	13 359	21 776	-8 416	10 038	24 377	-14 339
Autres intérêts, produits et charges assimilés	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	230 928	26 136	204 791	254 950	32 315	222 634

5.2 / Produits et charges de commissions

Les produits et charges de commissions liés pour les premiers aux actifs financiers et pour les seconds aux passifs financiers qui ne sont pas évalués à la valeur de marché par résultat se sont élevés respectivement à 77,3 millions et 11,9 millions d'euros pour l'exercice 2018 contre un produit de 76,2 millions d'euros et une charge de 11,3 millions d'euros pour l'exercice 2017.

5.3 / Gains ou pertes sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat

Les gains ou pertes nets sur instruments financiers évalués en valeur de marché par résultat recouvrent les éléments de résultat afférents aux instruments financiers gérés au sein d'un portefeuille de transaction et aux instruments financiers que le Groupe a désignés comme évaluables en valeur de marché par résultat, y compris les dividendes, et à l'exception des revenus et charges d'intérêts présentés dans les « produits et charges d'intérêts » (note 4.1).

(en milliers d'euros)	2018	2017
Portefeuille de transaction	785	-605
Instrument de dette	-	-
Autres instruments financiers dérivés	785	-605
Variation juste valeur-partie inefficace	-	-
Couverture de juste valeur	-	-
Pertes sur les éléments de couverture	-	-
Gains sur les instruments couverts	-	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture-partie inefficace	-	-
Résultat risque de contrepartie sur instruments dérivés	-206	166
Réévaluation des positions de change	-	-
TOTAL	579	-438

5.4 / Gains ou pertes sur les actifs disponibles à la vente et autres actifs financiers non évalués en valeur de marché

(en milliers d'euros)	2018	2017
Dotations/reprises sur titres dépréciés	-	-339
TOTAL	-	-339

5.5 / Produits et charges des activités bancaires

(en milliers d'euros)	2018			2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Quote-part sur opérations d'exploitation faites en commun	77 660	13 334	64 326	85 794	9 564	76 230
Charges refacturées à des sociétés du Groupe	6 876	-	6 876	7 083	-	7 083
Autres produits et charges d'exploitation bancaires	2 131	17 934	-15 803	2 350	18 657	-16 307
Produits nets de l'activité d'assurance	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	86 667	31 268	55 399	95 227	28 221	67 006

5.6 / Coût du risque

Le coût du risque recouvre la charge des dépréciations constituées au titre du risque de crédit inhérent à l'activité d'intermédiation du Groupe.

Coût du risque de la période

(en milliers d'euros)	2018	2017
Reprises nettes aux dépréciations	60 118	24 313
Charges sur créances clientèle couvertes principalement par des dépréciations	-140 332	-128 018
TOTAL DU COÛT DU RISQUE DE LA PÉRIODE	-80 213	-103 705

Coût du risque de la période par nature d'actifs

(en milliers d'euros)	2018	2017
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-80 213	-103 705
Autres actifs	-	-
TOTAL DU COÛT DU RISQUE DE LA PÉRIODE	-80 213	-103 705

Dépréciations constituées au titre du risque de crédit
Variation au cours de la période des dépréciations constituées

(en milliers d'euros)	2018	01/01/2018	2017
TOTAL DES DÉPRÉCIATIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	514 131	375 528	375 528
Dotations nettes aux dépréciations	-60 118	-24 313	-24 313
Autres mouvements liés aux entrées de périmètre	-	-	-
Impact brut IFRS9 Dépréciation d'Actifs	-	144 171	-
Impact brut IFRS9 Dépréciation Hors-Bilan	-	18 745	-
TOTAL DES DÉPRÉCIATIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	454 014	514 131	351 215

Dépréciations constituées par nature d'actifs

(en milliers d'euros)	2018	01/01/2018	2017
Dépréciations des actifs			
Prêts et créances sur la clientèle	454 014	514 131	351 215
Autres actifs	-	-	-
TOTAL DES DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS CONSTITUÉES	454 014	514 131	351 215

La dépréciation présentée inclue la provision pour risque et charge Hors-Bilan du risque de crédit.

5.7 / Impôt sur les bénéfices

(en milliers d'euros)	2018	2017
Impôt sur les bénéfices	2 018	1 513
Impôts différés	6 405	13 215
TOTAL	8 423	14 728

(en milliers d'euros)	2018	2017
Résultat courant avant impôt	25 168	52 956
Taux normatif	33,33%	33,33%
Surtaxes	4,70%	4,70%
Impôt théorique	8 665	18 233
Éléments imposés à taux réduit		
Net des réintégrations/déductions	3 433	-2 357
Taxes assimilées à l'impôt	-2 590	-2 408
Autres	-1 086	1 260
Charge d'impôt sur les bénéfices	8 422	14 728
Dont charge d'impôt courant de l'exercice	2 018	1 513
Dont produit d'impôt différé de l'exercice (note 4.8)	6 405	13 215

EXPOSITION AUX RISQUES ET RATIOS RÉGLEMENTAIRES

6.1 / Présentation synthétique des risques

Le groupe CARREFOUR BANQUE exerce une activité spécialisée de crédits à la consommation destinés aux particuliers. Le Groupe distribue deux grandes familles de crédits à la consommation : les crédits associés à la carte PASS Mastercard et l'ensemble des prêts personnels (véhicules neufs ou d'occasion, moto, travaux, trésorerie, consolidation de dettes interne, externes, crédits affectés ...).

Les principaux risques identifiés par CARREFOUR BANQUE sont les suivants :

- Risque de taux. Le risque de taux susceptible d'affecter CARREFOUR BANQUE serait une augmentation plus rapide des taux de ses dettes par rapport aux taux de financement des dossiers clients. En effet, l'évolution défavorable des taux d'intérêt serait susceptible d'affecter la rentabilité de CARREFOUR BANQUE et, en conséquence, sa capacité de remboursement de ses dettes. CARREFOUR BANQUE a opté pour une politique d'adossement des crédits à ses clients à ses dettes bancaires en tenant compte de la durée et de l'amortissement des encours clients.
- Risque de marché. Le risque de marché est le risque de perte qui pourrait résulter des fluctuations des prix des instruments financiers qui composent un portefeuille. Ce risque peut porter sur le cours des actions, les taux de change et les autres produits financiers.
- Risque de liquidité. Risque pour l'entreprise de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché.
- Risques de solvabilité. La solvabilité témoigne de la capacité de CARREFOUR BANQUE à pouvoir assurer l'avenir à relativement long terme sans se trouver en défaut de paiement.
- Risque de crédit. Le risque de crédit au sein de CARREFOUR BANQUE est le risque qu'un de ses débiteurs ne remplisse pas ses obligations contractuelles.
- Risque de contrepartie. Risque encouru si le refinancement et /ou les opérations de dérivés sont concentrés sur un panel de contreparties très limité.
- Risque de change. Le groupe CARREFOUR BANQUE n'est par nature pas exposé au risque de change. En effet, les sociétés du groupe font parties de l'Union européenne et de plus les dividendes perçus par Carrefour Banque sont libellés en euros. Les éventuels refinancements libellés dans une autre devise que l'euro font l'objet d'une neutralisation à 100% du risque de change dès leur origine.

Carrefour Banque est soumis et applique le règlement 575/2013 du Parlement européen en termes d'obligation réglementaire.

6.2 / Risque de crédit

Le risque de crédit au sein de CARREFOUR BANQUE est le risque qu'un de ses débiteurs ne remplisse pas ses obligations contractuelles.

L'insolvabilité des emprunteurs auxquels la société a consenti des fonds est l'un des principaux risques affectant l'activité. À cet effet, CARREFOUR BANQUE s'est tout particulièrement dotée de dispositifs de contrôle de la qualité et de la solvabilité de ses clients tels que :

- un système d'aide à la décision intégrant des outils de scoring, de budget et de références passées attestant de la qualité de la contrepartie et procède également à la vérification des fichiers négatifs ;
- une gestion active des fonctions recouvrement et contentieux ;
- des outils de suivi permanent du risque de crédit.

Les provisions assurant la couverture du risque de crédit sont constituées conformément aux règles comptables en vigueur.

Gestion du risque de crédit**Dispositif de sélection des opérations**

Le groupe CARREFOUR BANQUE possède son propre réseau de distribution. Les vendeurs du réseau, qui sont formés et sensibilisés aux problématiques liées à la prévention du surendettement et au risque d'exclusion financière, effectuent l'octroi des crédits sur la base de scores et de systèmes experts.

L'organisation

Une direction des risques et de la coordination du contrôle interne qui regroupe :

- 1) le risque de crédit :** en charge de la politique d'acceptation, de la gestion des outils d'aide à la décision en matière d'octroi et gestion des dossiers en termes d'orientation des créances en impayés, des estimations des taux de provisionnement (servant de base au calcul du coût du risque incombant à la direction financière), la construction ou refonte des scores, la segmentation du portefeuille en CHR (classes homogènes de risques) dans le cadre de Bâle II, du contrôle de la qualité des actifs sous-jacents, dans le cadre des opérations de titrisation ;
- 2) les risques opérationnels et la cartographie des risques :** en charge de la création et du maintien de la cartographie des risques et du processus de suivis et de recensements des risques opérationnels ;
- 3) le contrôle permanent :** en charge de la mise en place du plan de contrôle de niveau 2, de son exécution et de l'accompagnement des métiers dans le contrôle de niveau 1 ;
- 4) la prévention de la fraude et LCBFT :** en charge d'établir les règles et le suivi des dispositifs de prévention de la fraude et de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Ce renforcement participe de la volonté de Carrefour Banque de mieux maîtriser ses risques tout en protégeant les intérêts de la clientèle et en respectant les réglementations en vigueur.

La filiale et la succursale sont suivies au travers de ce dispositif qui est complété par des équipes en local.

Dispositif de mesure et de surveillance des risques

- Une gouvernance du risque au travers :
 - d'un comité de « gestion des risques crédit » : tenu tous les trimestres, avec comme participants : le Directeur Général, le Directeur Général Délégué, la Direction du risque et du contrôle interne, la Direction des projets stratégiques et opérations, la Direction des systèmes d'information, la Direction marketing, la Direction commerciale ; cette instance décisionnelle statue sur les questions opérationnelles relatives à la maîtrise du risque de crédit : elle définit les indicateurs de suivi du risque de crédit, valide les critères d'accélération et sert d'alerte et d'information ; son rôle est précisé dans la politique de gestion des risques ;
 - du comité Risque Carrefour Banque BNPP PF : tenu tous les trimestres avec la direction des grands partenaires de BNPP PF et la direction risque Carrefour Banque. Cette instance permet d'effectuer des benchmarks sur les évolutions des indicateurs risque et de commenter les performances du recouvrement amiable et judiciaire ;
 - du Conseil d'Administration : présentation à chaque Conseil de l'évolution du risque ainsi que des plans d'actions liés à la maîtrise du risque crédit (mesures préventives et curatives).
- La surveillance du risque au travers des indicateurs de suivi des risques :
 - contrôles trimestriels des paramètres des notations internes, ces contrôles s'appuient à la fois sur des vérifications entre les valeurs prédites des paramètres réglementaires et les réalisations de celles-ci. Pour renforcer ces contrôles, CARREFOUR BANQUE a développé un indicateur permettant de mesurer l'impact en capitaux propres de l'écart entre les prédictions et les réalisations des paramètres réglementaires ;
 - contrôles trimestriels du caractère prudentiel des estimateurs à l'aide d'indicateur de qualité. Ces indicateurs de qualité sont mis à disposition du contrôle permanent pour évaluer l'impact en capitaux propres des écarts de prédictions. L'indicateur se décline en EL ou perte attendue et en UL ou perte exceptionnelle ;
 - back testing trimestriel de l'ensemble des scores (la segmentation Bâle II repose en majorité sur des scores opérationnels utilisés) ; analyse de la performance des scores d'octroi en production par produit, par génération dans le but de vérifier la bonne discrimination des scores ; analyse de l'évolution de la composition des facteurs de risque afin de vérifier la robustesse des scores ; analyse de la stabilité par rapport au trimestre précédent et à la cible ;
 - suivi mensuel de l'acceptation : taux de dossiers acceptés avec un zoom entre la décision du système expert et la décision du conseiller, par produit, par vendeur ;
 - suivi mensuel du NRO (Niveau de risque à l'octroi) par produit, par vendeur et conseiller, en nombre et en montant avec diffusion aux vendeurs des listes des dossiers montés au recouvrement de moins de 6 mois ;
 - suivi du profil de la demande, de la transformation de la demande (décision système expert et décision vendeur) et du risque générationnel ;
 - suivi mensuel des « refus-repris » par vendeur, par produit, par motif (décision système croisée avec décision des attachés commerciaux) : hors score, hors budget, hors norme... l'objectif est de comprendre l'évolution des refus repris afin d'identifier les besoins en formation, les motifs de reprises ou revoir si le système n'est pas restrictif. Depuis 2008, l'argumentation de l'acceptation d'un dossier « refus repris » est obligatoire sur le système d'information ;
 - suivi mensuel de la charge du risque, des dépôts de surendettement, des orientations PRP et des encours compromis, des transmissions contentieuses et des encaissements en fonction du partenaire contentieux ;
 - suivi journalier des efficacités recouvrement interne (nombre d'appels émis et reçus, pourcentage de régularisations...) par chargé de clientèle, par chef de groupe, par phase mis à disposition des équipes via « la météo du risque » et externe au titre du pré-contentieux.

Exigences liées à l'utilisation des systèmes de notations internes pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de crédit

L'application des normes Bâle II exige la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de l'exactitude, de la cohérence et de la robustesse des paramètres utilisés pour le calcul du besoin en fonds propres.

Dans ce cadre et pour satisfaire aux exigences réglementaires de l'accord, Carrefour Banque segmente son portefeuille d'encours en classes homogènes de risque (CHR). Cette segmentation de l'encours combine à la fois des connaissances métier évidentes sur le niveau de risque (distinction Crédits Classiques et Comptes Permanents par exemple) et des modélisations statistiques. Dans une même CHR, les dossiers présentent globalement des caractéristiques similaires en termes de probabilité de défaut, de plus les probabilités de défaut des différentes CHR présentent un risque différencié.

Encours sains

Le groupe Carrefour banque procède à des reports et des refinancements de crédit total et partiel sur ses encours. Les encours dits restructurés représentent 15,21 % de l'encours sains du groupe Carrefour Banque.

Encours douteux

Le tableau ci-dessous présente le stock des encours douteux, ainsi que les provisions constituées.

(en milliers d'euros)	31/12/2018		
	Encours douteux bruts (actifs dépréciés et engagements provisionnels)	Provisions sur encours douteux	Total des encours douteux nets
Prêts et créances sur la clientèle	423 655	303 821	119 833
TOTAL DES ENCOURS DOUTEUX	423 655	303 821	119 833

(en milliers d'euros)	01/01/2018 IFRS9		
	Encours douteux bruts (actifs dépréciés et engagements provisionnels)	Provisions sur encours douteux	Total des encours douteux nets
Prêts et créances sur la clientèle	493 797	326 399	167 398
TOTAL DES ENCOURS DOUTEUX	493 797	326 399	167 398

(en milliers d'euros)	31/12/2017		
	Encours douteux bruts (actifs dépréciés et engagements provisionnels)	Provisions sur encours douteux	Total des encours douteux nets
Prêts et créances sur la clientèle	472 858	351 216	121 642
TOTAL DES ENCOURS DOUTEUX	472 858	351 216	121 642

Échéancier des encours douteux

Au 31 décembre 2018 (en milliers d'euros)		Non échu	De JJ (exclu) à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus de 1 an	TOTAL
Prêts et créances sur la clientèle		76 914	11 315	24 505	84 567	226 353	423 654
Dépréciation créances douteuses		46 746	7 162	17 287	57 466	175 159	303 821
Encours douteux par échéance		30 168	4 152	7 218	27 101	51 194	119 833

Au 31 décembre 2017 (en milliers d'euros)		Non échu	De JJ (exclu) à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus de 1 an	TOTAL
Prêts et créances sur la clientèle		110 129	7 189	21 679	30 256	303 605	472 858
Dépréciation créances douteuses		108 344	4 669	11 422	23 161	203 620	351 216
Encours douteux par échéance		1 785	2 520	10 257	7 095	99 985	121 642

6.3 / Risque de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire
Cadre général de la gestion du risque de taux

Carrefour Banque a deux principaux portefeuilles clients libellés en Euros, le prêt personnel et le crédit renouvelable pour lesquels une couverture de taux spécifique est effectuée.

L'objectif recherché est une immunisation de la marge financière en utilisant notamment des produits dérivés d'échange de taux d'intérêt dit « Vanille ».

Le risque de taux est piloté au travers d'un comité de risque mensuel. Ce comité permet notamment de déterminer les indicateurs pertinents ainsi que les limites à respecter.

6.4 / Risque de liquidité

Le risque de liquidité du groupe CARREFOUR BANQUE est suivi dans le cadre d'une « politique de liquidité » validée par la Direction Générale s'inscrivant dans la politique générale du Groupe.

La situation de refinancement du Groupe est appréciée à partir de normes internes, d'indicateurs d'alerte et de ratios réglementaires.

La gestion du risque de liquidité vise les objectifs suivants :

- une sécurité de refinancement qui s'appuie sur une évaluation mensuelle de la projection des excédents et ou des besoins de trésorerie en comparant la projection des engagements reçus (en version dite statique ou dynamique) à la projection des encours clients en situation dynamique ;
- une conformité progressive aux nouveaux ratios de liquidité Bâle III ;
- une diversification des sources de refinancement, bancaire, obligataire, titrisation, titres de créances négociables, épargne bilancielle.

Note 7

RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL

7.1 / Frais de personnel

Le montant des frais de personnel s'élève à 92,8 millions d'euros sur l'exercice 2018 contre 91,6 millions d'euros sur l'exercice 2017.

Les salaires et traitements fixes et variables, ainsi que l'intéressement et la participation, s'élèvent à 59 millions d'euros (57 millions d'euros en 2017), les indemnités de départ à la retraite, charges de retraite et autres charges sociales à 28,2 millions d'euros (29,2 millions d'euros en 2017), et les impôts, taxes et versements assimilés sur les rémunérations à 5,5 millions d'euros (5,4 millions d'euros en 2017).

7.2 / Avantages postérieurs à l'emploi

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé à la clôture de chaque exercice selon la méthode des unités de crédits projetées.

Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires et d'âge de départ en retraite.

Les régimes à prestations définies du Groupe concernent les indemnités de départ à la retraite prévues par les conventions collectives qui sont versées en une seule fois au moment du départ à la retraite. En application de la loi et des conventions collectives en vigueur, le Groupe verse à chaque salarié une indemnité lors de son départ à la retraite, exprimée en nombre de mois de salaire (calculé sur la base du salaire versé au cours des 12 mois précédents le départ en retraite) et fonction de l'ancienneté dans le Groupe.

Charge nette de l'exercice

(en milliers d'euros)	2018	2017
Coûts des services rendus	1 522	2 044
Coûts financiers	373	391
Rendement attendu des actifs de couverture	-	-
Amortissements des écarts actuariels	-	-
Autres éléments	-	-
Charges (produits)	1 896	2 435

Évolution de la provision

(en milliers d'euros)	TOTAL
Provision au 31 décembre 2016	9 894
Impact au compte de résultat	2 435
Effet périmètre	-
Prestations payées directement par l'employeur	-244
Autres	-58
Provision au 31 décembre 2017	12 027
Impact au compte de résultat	1 896
Effet périmètre	-
Prestations payées directement par l'employeur	-341
Autres	-7
Provision au 31 décembre 2018	13 575

Évaluation de la dette actuarielle

Obligation (en milliers d'euros)	TOTAL
Defined benefits obligations (DBO) au 31 décembre 2017	24 447
Provision	13 575
Juste valeur des actifs de couverture	-
Obligation brute	13 575
Écarts actuariels	11 022
Defined benefits obligations (DBO) au 31 décembre 2018	24 596

Hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées pour l'évaluation des engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Caractéristiques	2018	2017
Âge de départ à la retraite	60 - 65 ans	60 - 65 ans
Évolution des salaires	2,5%	2,5%
Taux de charges sociales	55%	45%
Taux d'actualisation	1,60%	1,44%

7.3 / Autres avantages à long terme

Le Groupe permet à ses salariés d'épargner des jours de congés dans un compte épargne-temps (CET). Les provisions CET au titre des exercices 2018 et 2017 s'élèvent respectivement à 1,6 million d'euros et 1,7 million d'euros.

7.4 / Rémunération des dirigeants

La rémunération des principaux dirigeants allouée aux organes d'administration et de direction s'élève à 1,46 million d'euros pour l'exercice 2018, contre 1,59 million d'euros pour l'exercice 2017.

Note 8

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

8.1 / Engagements de financement

Valeur contractuelle des engagements de financement donnés ou reçus par le Groupe

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements de financement donnés		
Aux établissements de crédit	984 000	1 111 000
Engagements de couverture	984 000	1 111 000
À la clientèle	2 198 584	2 256 088
Ouverture de crédits confirmés	2 198 584	2 256 088
Engagements de couverture	-	-
Autres engagements en faveur de la clientèle	-	-
Nantissement	1 602	1 342
Sur titres	470 000	470 000
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS	3 654 186	3 838 430
Engagements de financement reçus		
Des établissements de crédit	3 631 300	4 506 850
Engagements de couverture	2 106 300	2 981 850
Engagements au titre des refinancements disponibles	1 525 000	1 525 000
De garantie	-	-
De la clientèle	-	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	3 631 300	4 506 850

8.2 / Engagements de garantie donnés et reçus par signature

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Engagements de garantie donnés		
D'ordre des établissements de crédit	-	-
D'ordre de la clientèle	523 547	520 849
Cautions administratives et fiscales et autres cautions	4 895	5 059
Autres garanties d'ordre de la clientèle	518 652	515 790
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	523 547	520 849
Engagements de garantie reçus		
Cautions reçues	21 276	21 276
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	21 276	21 276

8.3 / Autres engagements de garantie

Instruments financiers donnés en garantie

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Titres donnés en garantie	-	-

Instruments financiers reçus en garantie

Les instruments financiers reçus en garantie ou en pension que le Groupe a effectivement vendus ou redonnés en garantie sont nuls au 31 décembre 2016 comme au 31 décembre 2017.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

9.1 / Évolution du capital

Au 31 décembre 2018, le capital de la société CARREFOUR BANQUE est constitué de 6 614 184 actions de 15,3 euros de nominal chacune entièrement libérées et est détenu à hauteur de 60% par Carrefour SA et 40 % par BNP Paribas Personal Finance SA.

89 828 nouvelles actions ont été émises suite à l'exercice des BSA de BNP Paribas Personal Finance au 29 mai 2015 représentant une augmentation de capital de 1,4 million d'euros.

Au cours de l'année 2010, 506 148 actions nouvelles représentant un montant nominal de 7,8 millions d'euros avaient été émises suite aux opérations d'acquisitions et opérations d'apports des stands financiers et assurances dans le cadre d'un projet visant à rassembler au sein de la société CARREFOUR BANQUE les réseaux de distribution des produits bancaires et d'assurances antérieurement portés par différentes entités juridiques du groupe CARREFOUR (dont 358 181 actions émises pour 5,5 millions d'euros en rémunération des apports des stands financiers).

9.2 / Variation de la part du Groupe et des actionnaires minoritaires dans le capital et les réserves des filiales

Le groupe Carrefour Banque n'a pas d'intérêts minoritaires dans ses comptes consolidés.

9.3 / Regroupement d'entreprises

Aucun regroupement d'entreprises n'a été opéré en 2018.

9.4 / Relations avec les autres parties liées

Les transactions opérées entre le groupe CARREFOUR BANQUE et les parties qui lui sont liées, les groupes CARREFOUR et BNPP PF, sont réalisées aux conditions de marché prévalant au moment de la réalisation de ces transactions.

Les tableaux ci-après présentent les encours existants en fin de période ainsi que les éléments de résultat liés aux opérations réalisées avec les autres sociétés des groupes CARREFOUR ET BNPP PF.

Encours des opérations réalisées avec les parties liées

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	BNPP PF	Carrefour	BNPP PF	Carrefour
Actif				
Prêts, avances et titres				
Comptes ordinaires	47 126	-	165	-
Prêts	-	1 314 000	-	1 156 000
Actifs divers	-	10 877	-	8 488
TOTAL	47 126	1 324 877	165	1 164 488
Passif				
Dépôts				
Comptes ordinaires	-	-	7 953	-
Autres emprunts	-	-	-	-
Passifs divers	-	35 788	-	29 337
TOTAL	-	35 788	7 953	29 337
Engagements de financement et de garantie				
Engagements de financement reçus	635 000	500 000	635 000	500 000
Autres engagements de garantie				
Autres engagements de garantie reçus	20 996	-	20 996	-

Éléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	BNPP PF	Carrefour	BNPP PF	Carrefour
Intérêts et produits assimilés	31	6 876	10	7 083
Intérêts et charges assimilées	-1 657	-19 779	-2 136	-20 409
Commissions (produits)	1 663	-	1 629	-
Commissions (charges)	-3 623	-	-2 835	-
TOTAL	-3 586	-12 903	-3 332	-13 326

9.5 / Échéancier par maturité

Le tableau qui suit présente les soldes au bilan des actifs et passifs financiers par date d'échéance contractuelle. L'échéance des actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat et des actifs disponibles à la vente est réputée « non déterminée » dans la mesure où ces instruments financiers sont susceptibles d'être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle. Les instruments dérivés sont également réputés à échéance « non déterminée » incluant le CVA et le DVA.

Au 31 décembre 2018 (en milliers d'euros)	Non déterminé	JJ et à vue	De JJ (exclu) à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Caisse, banques centrales et CCP	-	15 686	-	-	-	-	15 686
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3 716	-	-	-	-	-	3 716
Instruments financiers dérivés de couverture	393	-	-	-	-	-	393
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	156 184	-	-	-	-	-	156 184
Prêts et créances sur établissements de crédit au coût amorti	-	221 449	-	1 314 000	-	-	1 535 449
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	-	318 345	205 958	478 515	1 395 514	63 878	2 462 210
Titres au coût amorti	-	17	-	-	470 000	-	470 017
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers par échéance	160 293	555 497	205 958	1 792 515	1 865 514	63 878	4 643 655
Banques centrales et CCP	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3 824	-	-	-	-	-	3 824
Instruments financiers dérivés de couverture	8 053	-	-	-	-	-	8 053
Dettes envers les établissements de crédit	-	2 449	-	-	400 000	-	402 449
Dettes envers la clientèle	-	24 578	454 131	-	-	-	478 709
Dettes représentées par un titre	-	1 665	1 064 000	830 000	1 431 014	-	3 326 679
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers par échéance	11 877	28 692	1 518 131	830 000	1 831 014	-	4 219 714

Au 31 décembre 2017 (en milliers d'euros)	Non déterminé	JJ et à vue	De JJ (exclu) à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Caisse, banques centrales et CCP	-	503	-	-	-	-	503
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4 192	-	-	-	-	-	4 192
Instruments financiers dérivés de couverture	1 280	-	-	-	-	-	1 280
Actifs financiers disponibles à la vente	621 204	-	-	-	-	-	621 204
Prêts et créances sur établissements de crédit	-	221 904	1 156 000	-	-	-	1 377 904
Prêts et créances sur la clientèle	-	326 193	219 389	576 934	1 526 957	96 702	2 746 175
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers par échéance	626 676	548 600	1 375 389	576 934	1 526 957	96 702	4 751 258
Banques centrales et CCP	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4 399	-	-	-	-	-	4 399
Instruments financiers dérivés de couverture	5 756	-	-	-	-	-	5 756
Dettes envers les établissements de crédit	-	42 188	-	-	400 001	-	442 189
Dettes envers la clientèle	-	26 890	561 532	-	-	-	588 422
Dettes représentées par un titre	-	-3 262	915 000	110 000	2 200 000	-	3 221 738
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers par échéance	10 154	65 816	1 476 532	110 000	2 600 001	-	4 262 503

9.6 / Valeur de marché des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Les éléments d'information mentionnés dans cette note doivent être utilisés et interprétés avec la plus grande précaution pour les raisons suivantes :

- ces valeurs de marché représentent une estimation de la valeur instantanée des instruments concernés au 31 décembre 2018. Elles sont appelées à fluctuer d'un jour à l'autre du fait des variations de plusieurs paramètres, dont les taux d'intérêt et la qualité des crédits des contreparties. En particulier, elles peuvent être significativement différentes des montants effectivement reçus ou payés à l'échéance des instruments. Dans la plupart des cas, cette valeur de marché réévaluée n'est pas destinée à être immédiatement réalisée, et ne pourrait en pratique pas l'être. Elle ne représente donc pas la valeur effective des instruments dans une perspective de continuité de l'activité du groupe CARREFOUR BANQUE ;
- la plupart de ces valeurs de marché instantanées ne sont pas pertinentes, donc ne sont pas prises en compte, pour les besoins de la gestion des activités du groupe CARREFOUR BANQUE qui utilisent les instruments financiers correspondants.

(en milliers d'euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Valeur au bilan	Juste valeur estimée	Valeur au bilan	Juste valeur estimée
Actifs financiers				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 535 449	1 535 449	1 377 904	1 377 904
Prêts et créances sur la clientèle	2 462 210	2 461 578	2 746 175	2 744 194
Passifs financiers				
Dettes envers les établissements de crédit	402 449	402 449	442 189	442 069
Dettes envers la clientèle	478 709	478 709	588 422	588 422
Dettes représentées par un titre	3 326 679	3 326 679	3 221 738	3 221 077

La valeur de marché d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normales.

Au cas d'espèce les valeurs de marché des actifs et passifs mentionné dans le tableau ci-dessus ont été déterminé selon la méthode des flux de trésorerie disponibles.

9.7 / Information sur les intérêts détenus dans d'autres entités

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives aux entités structurées non consolidées dans lesquelles CARREFOUR BANQUE détient des intérêts :

Entité (en milliers d'euros)	Année	Détail opération	État	Montant avance	Abandon de créance
GIE GNIFI	2006	Usine de traitement de nickel et cobalt en Nouvelle-Calédonie	En cours	18 510	-18 510
SCI Ambaville	2013	Logements sociaux et très sociaux à La Réunion	En cours	6 124	-4 015
SCI Kecho 2	2014	Logements sociaux en Nouvelle-Calédonie	En cours	8 400	-
TOTAL				33 034	-22 525

9.8 / Implantation à l'étranger

Informations concernant l'activité pays par pays

(en milliers d'euros)

Nom des implantations	Carrefour Banque/GIE	Carrefour Banca	Fimaser	
Nature d'activité	Établissement de crédit, prestataire de services d'investissement	Activité de crédit, de gestion moyen de paiement et intermédiaire d'assurance	Établissement de monnaie électronique, activité de crédit et intermédiaire d'assurance (sur la branche vie uniquement)	TOTAL
Localisation géographique	France	Italie	Belgique	
Chiffre d'affaires	N/A	N/A	N/A	N/A
PNB	283 676	18 503	24 058	326 238
Effectifs moyens temps plein	1 452	83	66	1 601
Subventions publiques reçues	NON	NON	NON	NON
Résultat courant avant impôt	26 842	-8 717	7 044	25 168
Impôts courants	554	21	-2 593	-2 018
Impôts différés	-6 838	20	414	-6 405

9.9 / Honoraires d'audit

(en milliers d'euros)

	DELOITTE	KPMG
Certification des comptes	407	480
Services autres que la certification des comptes (RSE)	-	-
TOTAL HONORAIRES AUDIT	407	480

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société Carrefour Banque S.A.,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Carrefour Banque S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels ont porté sur l'émission d'une lettre de confort dans le cadre de la mise à jour du prospectus relatif au programme Euro Medium Term Notes (EMTN) de Carrefour Banque S.A..

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les changements de méthode comptable relatifs à la première application des normes IFRS 9 sur les instruments financiers et IFRS 15 sur les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, exposés dans les notes 1 et 2 de l'annexe des comptes consolidés.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

DÉPRÉCIATION DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR BASE STATISTIQUE

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Le groupe Carrefour Banque est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultent de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers et nécessitent ainsi la constitution de dépréciation pour les couvrir.</p> <p>Les calculs de pertes attendues sont désormais réalisés selon la norme IFRS 9 entrée en vigueur à l'ouverture de l'exercice pour les comptes consolidés du groupe. En complément des modalités de dépréciations au titre du risque de crédit avéré (catégorie 3), les nouvelles règles de dépréciation des pertes attendues imposent la constitution de provisions estimées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les encours classés en catégorie 1 : perte attendue à 1 an en l'absence d'augmentation significative du risque de crédit à compter de la date de comptabilisation initiale ; - pour les encours classés en catégorie 2 et en catégorie 3 : perte attendue à maturité dès lors qu'une dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale est constatée. <p>L'estimation de ces pertes de crédit attendues et avérées requiert l'exercice de jugement conformément au dispositif de la norme IFRS 9, notamment pour définir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - certains paramètres de calcul des pertes de crédit attendues à savoir notamment la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut, le montant de l'exposition en cas de défaut et le taux d'actualisation ; - les critères de dégradation du risque de crédit ; - les modalités de prise en compte des projections macro-économiques dans la mesure de pertes attendues. <p>Comme mentionné à la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés, l'application de ces nouvelles dispositions s'est traduite, en date de première application d'IFRS 9, par une augmentation de la dépréciation des prêts et crédits de 144 millions d'euros (hors effet d'impôt).</p> <p>Par ailleurs, comme mentionné à la note 4.6 de l'annexe aux comptes consolidés, le stock de dépréciation à l'actif sur les encours de crédits s'élève à 439 M€ au 31 décembre 2018. Le coût du risque sur l'exercice 2018 s'élève à 80,2M€ (note 5.6 de l'annexe aux comptes consolidés).</p> <p>Compte tenu de la complexité de la mise en œuvre de cette norme dans le cadre du volet « dépréciation », de l'importance des estimations comptables et de ses impacts matériels dans les comptes, nous avons considéré que la première application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018 et l'estimation des pertes attendues constituent un point clé de notre audit de l'exercice 2018.</p>	<p>Nos experts crédits ont effectué une revue de la segmentation des portefeuilles et de la cartographie des modèles par produits en réalisant notamment une analyse de conformité des méthodes de calcul et modalités de calibrage avec les dispositions de la norme IFRS9, notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les critères de dégradation significative du risque de crédit ; - les calculs d'Expected Loss (calibrage des probabilités de défaut, la perte en cas de défaut, prise en compte des informations de nature prospective...). <p>Nous avons par ailleurs réalisé un contre calcul avec nos propres outils afin de s'assurer de la limitation du risque opérationnel.</p> <p>Nous avons réconcilié des fichiers de gestion et de calcul des taux de dépréciation avec la comptabilité afin de vérifier que les taux de dépréciation utilisés concordaient avec ceux sortis du module de calcul.</p> <p>Nous avons revu la mise à jour annuelle des taux de provision sur l'exercice.</p> <p>Nous avons revu les modalités d'insertion opérationnelle des modèles de dépréciation (qualité des données et conformité avec les procédures associées).</p> <p>Nos experts IT ont revu le dispositif informatique dans son ensemble mise en place par votre établissement avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles embarqués au titre des flux spécifiques IFRS9.</p>

MISE EN RUN-OFF DE LA SUCCURSALE ITALIENNE

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Votre groupe a décidé à la mise en run off de sa succursale Italienne à compter du 31 octobre 2018 et a, comme mentionné dans les notes 4.10 et 4.12 de l'annexe aux comptes consolidés, enregistré des dépréciations d'actifs incorporels à hauteur de 11,5 millions d'euros au 31 décembre 2018. des provisions pour restructuration ainsi que des provisions pour restructuration pour un montant de 3,1 millions d'euros.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des dépréciations et provisions comptabilisées dans le cadre de la mise en run-off de la succursale constituait un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'importance relative des incidences de ce projet ; - l'importance de certaines hypothèses retenues par la direction dans le chiffrage des provisions et dépréciations constituées, et la détermination de leur fait générateur. 	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - apprécier le bien-fondé et étayer les principales hypothèses sur lesquelles s'appuie le calcul des provisions et dépréciations constituées au 31 décembre 2018 ; - analyser la documentation afférente – notamment au regard de la détermination de leur fait générateur ; - analyser les informations présentées dans les notes annexes.

VÉRIFICATION DU RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

INFORMATIONS RÉSULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Carrefour Banque S.A. par l'assemblée générale du 25 mai 2004 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 25 juin 1980 pour le cabinet KPMG

Au 31 décembre 2018, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 15^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG dans la 39^{ème} année.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé

que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 26 avril 2019

Les commissaires aux comptes

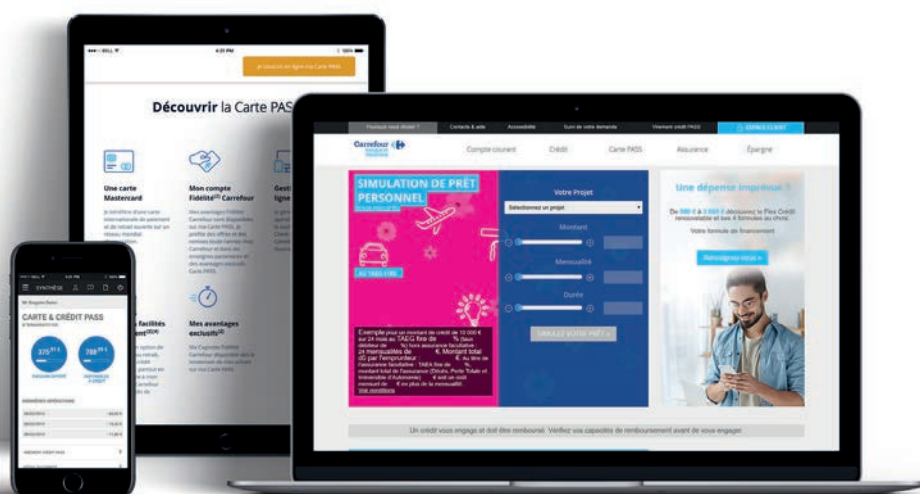
Deloitte & Associés
Jean-Vincent COUSTEL
Associé

Tour Majunga - 6, place de la Pyramide
92908 Paris La Défense Cedex

KPMG S.A.
Fabrice ODENT
Associé

Tour Egho - 2 avenue Gambetta - CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

L'actualité Carrefour Banque et Assurance



 Appli Carrefour Banque  carrefour-banque.fr

3235 Service 0,18 €/min
+ prix appel



www.carrefour-banque.fr

S.A. au capital de 101 346 956,72 euros

dont le siège social est situé au 1, place Copernic – 91051 Évry Cedex

RCS Évry n° 313 811 515. N° ORIAS : 07 027 516 (www.orias.fr)